

UNIVERSITÉ DE LYON -- FACULTÉ DE DROIT

LES
THÉORIES MONÉTAIRES
au XIV^e Siècle

NICOLAS ORESME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

PAR

HENRY HERTRICH

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Lauréat de la Faculté

LYON

IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE & C^{ie}

Ancienne Maison A. WALTENER

14, rue Bellecordière, 14

1899

LES
THÉORIES MONÉTAIRES
AU XIV^e SIÈCLE

Nicolas ORESME

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✻, C. ✕, I. Ⓚ, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✻, I. Ⓚ, professeur honoraire.

THALLER, I. Ⓚ, professeur honoraire.

GARRAUD, I. Ⓚ, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. Ⓚ, professeur de Droit romain.

FLURER, I. Ⓚ, professeur de Droit civil.

ROUGIER, I. Ⓚ, professeur d'Economie politique.

AUDIBERT, I. Ⓚ, professeur de Droit romain.

COHENDY, I. Ⓚ, professeur de Droit commercial.

PIC, I. Ⓚ, professeur de Droit international.

BARTIN, A. Ⓚ, professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. Ⓚ, professeur d'Histoire des Doctrines économiques.

APPLETON (Jean), agrégé.

LAMBERT, agrégé.

BOUVIER, agrégé.

LAMEIRE, agrégé.

JOSSERAND, agrégé.

GUERNIER, chargé de cours.

BECK, I. Ⓚ, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. ROUGIER, professeur.

Assesseurs : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. PIC, professeur.} \\ \text{M. GUERNIER, chargé de cours} \end{array} \right.$

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LES
THÉORIES MONÉTAIRES

au XIV^e Siècle

NICOLAS ORESME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

PAR

HENRY HERTRICH

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Lauréat de la Faculté



LYON

IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE & C^{ie}

Ancienne Maison A. WALTENER

14, rue Bellecordière, 14

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- BAILLY. — Histoire financière de la France.
BOECK. — Économie politique des Athéniens.
CHEVALIER (Michel). — La Monnaie.
COPERNIC. — *Monetæ cudendæ ratio*.
DUREAU DE LA MALLE. — Economie politique des Romains.
GRAMONT (de). — Le Denier royal (1620).
INGRAM. — Histoire de l'Economie politique.
LAW (J.) — Considérations sur le numéraire.
LEBER. — Appréciation de la fortune privée au Moyen-Age.
LE BLANC — Traité historique des monnaies de France.
LENORMANT, — Traité des monnaies de l'Antiquité.
LEROY-BEAULIEU. — Économie politique.
LORD LIVERPOOL. — A Treatise of the Coins of the Realm.
NICOLAS ORESME. — Traité des Monnaies.
PÉRIN (Charles). — Principes d'Economie politique.
RAMBAUD (Joseph), — Eléments d'Economie politique. —
Histoire des doctrines économiques.
SAY (J.-B.), — Cours d'Economie politique.
SHAW. — Histoire de la Monnaie.
SMITH (Adam). — Richesse des nations.
STORCK. — Cours d'Economie politique.

CHAPITRE PREMIER

Aperçu sur les théories monétaires de l'antiquité.

Les erreurs les plus communes, en matière de monnaies, se rattachent à deux conceptions également fausses; l'une qui confond le numéraire et la richesse, faisant ainsi du métal précieux l'unique élément de la fortune d'un pays, condamnant les peuples à lutter sans cesse pour la possession de la plus grande somme possible de monnaie. L'autre est ce qu'on appelle, dans le langage de l'école, la théorie de la monnaie signe. Les espèces d'or et d'argent ne sont point une marchandise, ayant une valeur intrinsèque et constituant une mesure commune des échanges. L'or et l'argent, convertis en monnaie, ne sont que des signes conventionnels dépendant de l'autorité. L'effigie

du prince donne seule de la valeur aux pièces et, dès lors, il dépend de la volonté du souverain de faire varier à son gré cette valeur, en modifiant le nom, le poids, le titre des pièces, au besoin en remplaçant les métaux précieux par d'autres signes conventionnels qui auront, si tel est son bon plaisir, la même valeur.

Cette conception fausse de la monnaie signe a été la théorie du Moyen-Age. Les seigneurs féodaux d'abord, les rois ensuite et, dans une plus large mesure, ont cru ou feint de croire, guidés par un intérêt facile à comprendre, que leur effigie, uniquement destinée à certifier l'intégrité de la monnaie, devait et pouvait seule lui donner sa valeur.

Cette doctrine erronée n'avait pas été celle du monde ancien. Originellement, tous les peuples ont considéré la monnaie comme une marchandise. On en a la preuve dans le nom qui a été presque partout donné à l'unité monétaire, celui de l'unité de poids, *livre* ou *marc pesant* de métal précieux, cuivre ou argent. Pour l'or, ce fut une fraction déterminée de la livre. Le *sicle* d'Abraham est un poids d'argent ; l'*as* de Rome fut, à l'origine, une livre d'airain. L'*aureus*, qui fut la monnaie d'or, de Jules César à Constantin, était taillé en raison de 40 à la livre. De même, chez les Grecs, la *drachme* et le *talent* étaient des unités à la fois pondérales et monétaires.

Dans les tout premiers temps, avant d'en être arrivé à la monnaie coulée ou frappée, on se contentait de peser les métaux servant de commune mesure; ils circulaient en barres ou en lingots, et c'est pour plus de commodité, pour éviter l'usage constant de la balance, les longueurs des pesées et les incertitudes sur la pureté du métal, qu'on eut l'idée de donner à la monnaie une forme déterminée, en la revêtant d'une marque certifiant le poids et le titre.

Aristote, dans sa *Politique* (L. I, ch. III), ne s'exprime pas autrement : « On convint de donner et de recevoir, dans les échanges, dit-il, une matière qui, utile par elle-même, fût aisément maniable dans les usages habituels de la vie; ce fut du fer par exemple, de l'argent, ou telle autre substance analogue, dont on détermina d'abord la dimension et le poids et qu'enfin, pour se délivrer des embarras des continuel mesurages, on marqua d'une empreinte particulière, signe de sa valeur. »

Aristote ne semble, d'ailleurs, pas s'être toujours fait une idée bien exacte de la théorie de la monnaie marchandise, qui semble si nettement résulter de sa définition. On croirait qu'il tombe presque dans l'erreur de la monnaie signe, lorsque, dans un autre passage de sa politique (I, chap. III, § 16), voulant répondre à ceux qui font de l'argent la richesse intrinsèque par excellence,

il le réduisait à n'être qu'un simple signe sans utilité naturelle.

« Voilà, disait-il, comment il semble que la science de l'acquisition a surtout l'argent pour objet, et que son but principal est de pouvoir découvrir les moyens de multiplier les biens, car elle doit créer les biens et l'opulence. C'est qu'on place souvent l'opulence dans l'abondance de l'argent, parce que c'est sur l'argent que roulent la vente et l'achat. *Cependant cet argent n'est en lui-même qu'une chose absolument vaine, n'ayant de valeur que par la loi et non par la nature puisqu'un changement de convention parmi ceux qui en font usage peut le déprécier complètement et le rendre tout à fait incapable de satisfaire aucun de nos besoins.* »

Ainsi l'on pourrait croire que l'idée complète d'Aristote est celle-ci : le métal possède par lui-même une utilité propre, une valeur intrinsèque auxquelles la frappe substitue une valeur purement conventionnelle, une valeur de signe.

La vérité, c'est que l'or et l'argent sont une richesse sans être, ni l'essence, ni le signe de la richesse.

A Rome, le jurisconsulte Paul, décrivant la substitution de la vente à l'échange, arrive à la même idée de la monnaie (*Digeste*, l. XVIII, tit. I, 1).

« La vente commença par l'échange ; jadis il n'y

avait pas de monnaie et rien ne distinguait la marchandise du prix. Chacun, suivant la nécessité du temps et des choses, troquait ce qui lui était inutile contre ce qui pouvait lui présenter de l'utilité, car on voit, le plus souvent, que ce que l'on possède en trop manque à l'autre. Mais comme il n'arrivait pas toujours si aisément que l'un possédât ce que l'autre désirait, et réciproquement, on choisit une matière dont la constatation publique et durable permit de subvenir aux difficultés communes de l'échange, par l'identité de l'évaluation. Cette matière, revêtue d'une empreinte officielle, ne porte plus le nom de marchandise, mais celui de prix. »

Si la doctrine ancienne était restée inflexible, n'admettant point que l'effigie fût autre chose qu'une garantie de la composition et de la valeur intrinsèque des pièces, l'autorité, appelée à apposer son effigie sur les monnaies, eut bientôt l'idée d'en tirer profit. Le prince crut pouvoir se procurer des ressources en faisant payer le monnayage un prix exorbitant, ou même en altérant les monnaies.

La Grèce n'y échappa point complètement (Blanqui, *Histoire de l'Economie politique*, chap. II).

A Rome, les altérations des monnaies ne furent pas très fréquentes sous la République; la monnaie d'argent fut toujours respectée; la monnaie

de bronze fut abaissée des cinq sixièmes pendant la première guerre punique, et de moitié pendant la seconde. Mais ces banqueroutes de l'Etat se firent publiquement, sans recourir à des fraudes cachées.

Les empereurs, pressés d'argent pour subvenir à leurs prodigalités, eurent moins de scrupules. La monnaie d'argent fut viciée à l'excès ; sous Néron le denier d'argent fut réduit à $1/96$ de la livre d'argent, au lieu de $1/84$, tout en conservant la même valeur nominale. En même temps, la proportion d'alliage s'élevait de 5 à 10 % du poids total de la pièce.

La pièce d'or, l'*aureus*, fut également altérée, quoique dans de moindres proportions. Elle varia de 40 à 45 par livre pesant.

L'écrivain Vopiscus flétrissait ces pratiques. « La corruption du numéraire, écrivait-il, est le symptôme le plus infaillible de la décadence de l'Etat, et les degrés de cette décadence sont marqués par l'altération successive de la monnaie ; on pourrait juger du caractère des empereurs au son plus ou moins pur que rendent les monnaies frappées sous leur règne. »

Mais les altérations suivaient leurs cours, et on en arriva à assurer la circulation de la monnaie mauvaise ; il fut défendu, sous des peines sévères, de refuser la monnaie à l'effigie du prince, quel qu'en fût le titre (*Digeste*, V, 25, 1). Et ce n'était

guère que pour rassurer ses sujets que l'empereur Théodoric proclamait la pureté des monnaies frappées à son effigie, en affirmant que la figure impériale, imprimée sur les pièces, était la meilleure et la plus respectable des garanties.

CHAPITRE II

Les monnaies en Europe. — Les pratiques du Moyen-Age. — La monnaie française.

Les premiers siècles de l'histoire de France ne nous révèlent guère de faits saillants dans l'histoire monétaire. Tout ce qu'on peut en dire, c'est que le gouvernement des rois francs essaya de contenir, par les peines les plus sévères, l'industrie fort répandue du faux monnayage.

« Celui qui aura frappé de la monnaie contrefaite, dit un capitulaire de Childéric III, en 744, aura la main coupée. Si c'est un homme libre, il paiera soixante sous d'or. Si c'est un serf, il recevra soixante coups. »

Peut-être cette rigueur des rois francs n'avait-elle pour but que de leur réserver le monopole exclusif de l'altération des monnaies.

Aussi bien, la véritable histoire monétaire de l'Europe ne commence guère qu'au XIII^e siècle, dans la péninsule italienne. Son point de départ coïncide avec la réintroduction de l'or dans les monnaies des nations occidentales, et il se marque définitivement par la fabrication des *florins* d'or de Florence.

Pratiquement, en effet, l'or avait presque disparu de la circulation et, après l'effondrement de l'Empire romain, les monnaies des nations européennes, au Moyen-Age, étaient à peu près uniquement basées sur l'argent.

On cite, il est vrai, quelques traces de monnaies d'or du VII^e au XIII^e siècle. C'est ainsi que, pendant cette période, les Maures eurent, en Espagne, une monnaie d'or semblable à celle de Rome.

A Byzance, capitale de l'Empire d'Orient, on conservait aussi les traditions du système monétaire romain, qui devait servir de modèle à Charlemagne et à l'Europe. Tandis que l'art de la fabrication de la monnaie d'or semblait perdu chez les peuples de l'Europe centrale et occidentale, on frappait à Bysance des « byzants d'or ».

Cependant, il n'apparaît pas que l'histoire monétaire du monde moderne date d'avant le XIII^e siècle, et il semble que son développement ne part point de Byzance, mais des petits Etats de l'Italie, qui détenaient alors, en quelque sorte, le monopole du commerce, surtout du commerce

extérieur et maritime ; on ne trouve guère de traces de frappe de l'or jusqu'aux jours de grandeur commerciale de Florence et de Venise.

La réintroduction de l'or dans la circulation monétaire s'explique facilement à cette époque.

D'une part, en effet, l'augmentation du commerce étranger des villes italiennes nécessitait un instrument de transaction possédant une valeur supérieure à celle de l'argent et permettant de réaliser des marchés plus considérables.

D'autre part, le commerce des villes italiennes se développait surtout dans le sens de l'Orient, c'est-à-dire du côté des pays possédant des richesses aurifères.

C'est de cette époque que datent des frappes d'or importantes, créant : l'*augustale*, émise en 1230 par l'empereur Frédéric II, après la 5^e croisade ; la pièce d'or de Gênes (*genoviva* 1252), le *penny* d'or d'Henri III d'Angleterre (1257), les *zecchinos* d'or de Venise (1284).

En France, il est assez difficile de fixer d'une façon certaine la date des premières frappes d'or. On dit souvent que la série française des pièces d'or a été commencée par saint Louis après la VI^e croisade qu'il avait conduite cinq années auparavant.

Mais, dès 1180, on signale des florins d'or appelés « florence » auxquels on assigne une équivalence et un poids définis (de Saulcy, I, 115). Le

même document spécifie l'existence de « petits royaux d'or » frappés en 1180 par Philippe-Auguste, et même du temps de son père Louis VII.

De même, en 1226, on peut noter une nouvelle émission de pièces frappées sur le type du florin, les « pavillons » d'or.

Mais l'intérêt de ces émissions est simplement numismatique, sans être commercial ou vraiment monétaire. C'est seulement presque à la fin du règne de saint Louis, en 1265, qu'il est fait mention en France d'un monnayage d'or ayant une valeur commerciale.

Le véritable point de départ de l'histoire monétaire de la France se place même plutôt, en 1295, où Philippe le Bel ordonne la fabrication de « gros royaux » d'or. « Nous avons ordonné, dit l'ordonnance, de faire en notre nom de la monnaie d'or, d'après les petits royaux qui seront 70 au marc de Paris, et coupés comme les petits royaux ont eu coutume d'être, étant émis sur le pied de 11 sols parisis, faisant ainsi les « gros royaux », doubles des « petits royaux ».

C'est donc à cette époque, à la fin du XIII^e siècle et pendant le XIV^e siècle, qu'on peut examiner le système monétaire, désormais complet quant aux espèces, de notre pays. C'est cette époque aussi, où la théorie de la monnaie signe, poussée aux plus extrêmes limites par les rois, soucieux uniquement de se procurer des ressources pressu-

rées sur le pays, a acquis un développement, dont les conséquences désastreuses devaient susciter un mouvement d'opinion et permettre à un homme de proclamer enfin, dans un livre de protestation, les vérités méconnues par le souverain.

Celui qui eut le courage de s'élever contre les pratiques de la royauté, de dénoncer comme de scandaleux abus le droit de « seigneurage » et l'altération des monnaies, c'est Nicolas Oresme.

Il appartenait à l'école de ces scolastiques qui se consacraient souvent à l'étude de l'économie politique. Scot et ses disciples ne craignaient point de s'étendre, dans leurs ouvrages, sur ces connaissances économiques, tout en adoptant pour le faire une forme singulière.

C'était, en général, dans la partie de leurs œuvres où ils traitaient des sacrements qu'ils plaçaient l'examen des questions économiques. Après avoir recherché les conditions qui devaient être imposées au pécheur repentant et sollicitant l'absolution, ils se trouvaient amenés, par l'examen des péchés qui concernent l'économie, à scruter la nature même des institutions économiques. Ce fut encore, à la fin du XV^e siècle, le système de Gabriel Biel, le célèbre professeur de Tubingue, celui qu'on surnomma le dernier des scolastiques.

Les œuvres d'Aristote étaient alors le livre d'études de tout lettré. Les indications précieuses qu'il fournissait sur la théorie monétaire devaient

forcément appeler l'attention des savants du XIV^e siècle, mis en éveil par la situation financière désastreuse du pays.

Dans cette période, une des plus douloureuses et des plus tourmentées de l'histoire de France, au moment où, sous la double influence des invasions étrangères et des révoltes intérieures, la royauté semblait sur le point de s'effondrer en entraînant le pays dans sa ruine, les exactions royales, commandées peut être dans une certaine mesure par les circonstances, peuvent frapper plus qu'à aucune autre époque l'esprit de l'observateur.

Les seigneurs féodaux avaient naturellement connu les pratiques d'altération des monnaies ; le droit de « battre monnaie » était une de leurs prérogatives les plus lucratives en même temps que la marque la plus caractéristique de leur indépendance politique et de leur souveraineté. Pourtant les seigneurs, par la force même des choses, ne purent altérer les monnaies autant qu'ils l'auraient peut-être voulu. Chaque seigneur émettant de la monnaie à son effigie, la concurrence s'établissait vite entre les différentes pièces, et la monnaie mauvaise, au bout de peu de temps, restait pour compte au seigneur.

Lorsque les seigneurs durent s'incliner devant le pouvoir royal, une des premières préoccupations de la royauté fut naturellement de monopo-

liser à son profit la fabrication de la monnaie, et d'en faire un droit exclusivement régalien.

La conséquence la plus rapide fut celle que cherchaient les rois : ils se firent des bénéfices, soit par le droit de seigneurage, soit par les altérations proprement dites qu'ils ne se gênèrent point pour faire subir aux monnaies.

Il paraît qu'à Rome, on ne percevait aucune taxe pour le monnayage et que l'on rendait en pièces aux particuliers qui avaient apporté des métaux bruts, tout ce qu'ils avaient donné, poids pour poids, titre pour titre.

Les rois du Moyen-Age n'eurent garde de négliger ce moyen de ressources. D'ailleurs, le droit de « brassage », qu'ils s'attribuèrent, pouvait, dans une certaine mesure, se justifier. La fabrication des monnaies ne se fait pas sans frais ; le roi pouvait légitimement s'indemniser de ses frais en donnant la monnaie pour un peu plus que les métaux bruts. « Le métal dont le poids et le titre sont certifiés par le gouvernement au moyen du monnayage, dit M. Mac Culloch, a une valeur de plus que celui qui est dépourvu de cette garantie. Il est donc tout simple que le certificat soit payé ce qu'il coûte. » Actuellement encore, chez nous, les particuliers peuvent porter à la monnaie des matières d'or et d'argent. On ne leur retient que les frais de fabrication, soit 6 fr. 70 par kilogramme d'or et 1 fr. 50 par kilogramme d'argent.

Mais le droit qu'exigèrent les rois dépassa toujours de beaucoup les frais de la fabrication de la monnaie. Il finit, sous le nom de seigneuriage, par devenir un droit entièrement distinct, qu'on considéra comme un bénéfice légitime, et que le prince se fit payer en sus des frais de monnayage.

Ce droit de seigneuriage fut universellement admis au Moyen-Age, et tous nos rois l'utilisèrent, les uns de façon modérée, les autres de façon scandaleuse.

Sous le règne de saint Louis, où la monnaie fut bonne, le droit de seigneuriage, pour être relativement modeste, n'en n'était pas moins abusif. On recevait à l'hôtel des monnaies l'argent des particuliers sur le pied de 54 sous 7 deniers le marc de fin, et on en faisait 58 sous. C'était donc un seigneuriage de 3 sous 5 deniers sur 54 sous 7 deniers, ou de près de 7 %. Mais ce n'était rien là auprès du seigneuriage que prirent les rois suivants. Jean II, dans le mandement du 23 novembre 1356, faisait fabriquer 12 livres avec un marc de fin qu'il payait aux particuliers 7 livres 8 sous : c'était un seigneuriage de 40 %.

Pendant tout le XIV^e siècle de semblables exactions ne sont pas rares (Leber, *La fortune privée au Moyen-Age*). Le mandement du 25 mai 1359 est, croyons-nous, le plus scandaleux : il ordonnait la fabrication de 18 livres avec une

quantité de métal que le prince payait 4 livres, 10 sous, soit un seigneurage de 75 %.

Il fallait trouver des moyens de faire affluer les métaux précieux ou les monnaies en cours dans le trésor royal. La consommation des pièces est en effet longue par suite de leur résistance à l'usage, et les exigences royales ne pouvaient attendre, pour remplacer les espèces en circulation, une usure suffisante produite par le frai.

Pour cela, on imagina le *décri* et la *réquisition*.

Décrier la monnaie, c'était lui enlever sa force libératoire en en suspendant le cours forcé. Les détenteurs des espèces étaient bien obligés de rapporter aux hôtels des monnaies celles qu'ils avaient dans les mains, et qui se trouvaient dorénavant sans valeur. On leur en rendait d'autres pour une somme qu'on disait équivalente, sans oublier de prélever une certaine quantité de métal précieux au profit du trésor royal.

La somme équivalente qu'on rendait était représentée par un nombre de pièces égal à celui des pièces anciennes, s'il s'agissait seulement d'altérer le poids de la pièce, la proportion de l'alliage, ou l'un et l'autre à la fois. S'il y avait un changement dans la valeur légale de la pièce, en même temps qu'altération de son titre ou de son poids, on donnait en échange des espèces reçues un nombre moindre de pièces nouvelles.

Les rois avaient tellement apprécié l'importance

des bénéfices que ces monstrueuses pratiques leur permettaient de réaliser, que l'échange des anciennes monnaies contre les monnaies nouvelles était rigoureusement interdit, en dehors de l'intermédiaire des changeurs publics. Il en fut ainsi jusqu'à la Révolution (Pothier : *Du contrat de change*).

Dans la *réquisition*, le roi, pour arriver au même but, procédait d'une façon un peu différente. Une ordonnance commandait aux particuliers d'apporter à l'hôtel des monnaies le métal précieux non monnayé comme, par exemple, la vaisselle de table.

Celle-ci était prise, par le trésor royal, sur le pied des valeurs légales précédentes, et cette valeur était payée en monnaies nouvelles, altérées et de moindre titre.

La royauté en vint bientôt à modifier, suivant son bon plaisir, la valeur des espèces.

On distinguait, d'une part, les *monnaies de compte* qui exprimaient soit la valeur légale des monnaies réelles, soit les sommes et les prix énoncés dans les contrats, d'autre part les monnaies *réelles ou effectives*, par exemple un écu d'or ou d'argent, que les édits royaux obligeaient les particuliers à recevoir pour un certain nombre de livres, sols ou deniers.

On contractait en monnaies de compte, mais les paiements s'effectuaient en monnaies réelles.

Comme le nombre de livres, sols et deniers représenté par un écu, par exemple, n'était pas, comme cela se pratique aujourd'hui, imprimé sur la pièce, comme c'était le roi qui, par des ordonnances ou des édits sans cesse renouvelés, fixait ce rapport, les altérations monétaires devaient être pour le souverain de la plus grande facilité.

Au surplus, les rois ne se contentaient pas de modifier toujours la monnaie dans le même sens.

Les sultans turcs, diminuant toujours la quantité de métal fin contenue dans leurs monnaies d'argent, sont arrivés à faire de la piastre, par exemple, une pièce où l'argent n'entraît que pour mémoire. Au moins cette altération se produisait-elle toujours dans le même sens.

Les rois de France, eux, comme pris de scrupules, revenaient de temps à autre sur leurs pas, rendant des édits rapportant ceux qui avaient ordonné la dépréciation antérieure des monnaies. Au fond, cette manœuvre avait pour but de réaliser simplement, en sens inverse, un bénéfice égal à celui que l'altération des monnaies avait déjà rapporté. Par exemple, le 1^{er} janvier, le roi décidait de mettre en circulation, pour le prix de deux livres, des pièces ne valant en réalité qu'une livre. Un premier bénéfice de moitié était ainsi réalisé. Puis, le 1^{er} février, nouvelle ordonnance ; le Trésor ne recevait plus que pour une livre, par exemple, les pièces qui, la veille, s'appelaient

pièces de deux livres. Cette deuxième opération rapportait au prince un bénéfice égal à celui déjà réalisé. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner, lorsqu'on examine avec les chiffres l'histoire de la monnaie française au Moyen-Age, d'y voir si souvent, et sans causes apparentes, le relèvement des espèces suivant de près leur abaissement. Les tables qu'a dressées, à ce point de vue, M. Shaw, sont la démonstration des manœuvres dont nous venons de parler.

Tableau des PIÈCES D'OR françaises, d'après Shaw

DATE	PRIX DU MARC D'OR			ESPÈCES	TITRE	TAILLE au marc	VALEUR	
	Liv.	Sol.	Den.				Sol.	Den.
1226 Saint Louis.....	»			Agnel	Or fin	59 ¹ / ₆	12	6
1295 Philippe le Bel	»			Gros royal	»	»	25	0
1305 »	44	0	0	Petit royal	Or fin	70	13	9
1308 (avril 16)	44	0	0	Chaise	»	»	25	0
1310 (août 12)	49	10	0	Masse	22 carats	34 ¹ / ₂	30	0
1311 (janvier 22)	55	11	0	Agnelet	Or fin	59 ¹ / ₆	20	0
1312 (août 24)	55	10	4	»	»	»	15	0
1314 (Lis le Hutin, août 25)	»			»	»	»	20	0
1314 (novembre 29)	55	10	0	»	»	»		»
1315 (mai 6)	»			Agnelet	Or fin	59 ¹ / ₆	20	0
1315 (janvier)	45	0	0	»	»	»	15	0
1316 (Ph. le Long, Pâques)	38	0	0	»	»	»	12	6
1316 (décembre 8)	55	10	0	Agnelet	Or fin	59 ¹ / ₆	20	0
1321 (Ch. le Bel, février 20)	58	0	0	Agnel	»	59 ¹ / ₆	20	0
1322 (octobre 15)	53	6	9	»	»	»	18	9
1325 (février 16)	67	10	0	Royal double	Or fin	58	25	0
1329 (Philippe de Valois, dé-	»			Royal double	»	58	22	6
cembre 26)	»			Parisis	»	33 ² / ₅	37	6
1330 (avril 8)	41	13	0	Parisis	»	33 ² / ₅	25	0
(Forte monnaie)	»			Royal double	»	»	15	0
»	»			Agnel	»	»	14	7
1331 (janvier 9)	39	0	0	Royal	»	»	22	6
1332 (avril 19)	»			»	»	»	15	0
							(Tournois)	

Tableau des pièces d'or françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX DU MARC D'OR			ESPÈCES	TITRE	TAILLE au marc	VALEUR	
	Liv.	Sol.	Den.				Sol.	Den.
1336 (février 1).....	50	0	0	Ecu	Or fin	54	20	0
1338 (novembre 14).....	58	0	0	Lion	»	50	25	0
1339 (mai 25).....	61	10	0	»	»	»	»	»
1339 (juin 14).....	66	0	0	Pavillon	Or fin	48	30	0
1339 (août 10).....	69	0	0	»	»	»	»	»
1339 (juin 20).....	71	0	0	»	»	»	»	»
1339 (février 7).....	82	0	0	Couronne	Or fin	45	40	0
1339 (février 15).....	86	0	0	»	»	»	»	»
1340 (avril 16).....	96	0	0	Double	Or fin	36	60	0
»	»	»	»	Simple	»	72	30	0
1340 (mai 27).....	100	0	0	Doubles	23 carats	30	60	0
1340 (octobre 7).....	108	0	0	»	»	»	»	»
1340 (janvier 31).....	114	0	0	»	»	»	»	»
1340 (février 7).....	115	0	0	Anges	Or fin	33 ² / ₅	75	0
»	»	»	»	Demi-anges	»	67 ¹ / ₃	»	»
1341 (août 23).....	130	0	0	Anges	Or fin	38 ¹ / ₃	75	0
» (janvier 19).....	136	0	0	»	»	»	»	»
1342 (juin 28).....	168	0	0	»	»	42	85	0
» (septembre 16).....	171	0	0	»	»	»	»	»
» (avril 10).....	117	0	0	Ecu	Or fin	54	45	0
1343 (septembre 22)....	»	»	»	»	»	»	»	»
(Forte monnaie).....	43	6	8	»	»	»	16	8
1344 (mars 27).....	44	3	4	»	»	»	»	»

Tableau des pièces d'or françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX DU MARC D'OR			ESPÈCES	TITRE	TAILLE au marc	VALEUR	
	Liv.	Sol.	Den.				Sol.	Den.
346 (juillet 17).....	50	»	0	Chaises	Or fin	52	20	0
» (février 24).....	72	0	0	»	»	»	»	
» (mars 4).....	»			»	»	»	30	0
347 (avril 6).....	75	0	0	»	»	»	»	
» (avril 14).....	44	3	4	Ecu	Or fin	54	16	8
» (septembre 27).....	75	0	0	Chaises	»	52	30	0
» (janvier 11).....	51	10	0	Ecu	23 carats	54	18	9
348 (août 30).....	»			»	22 ³ / ₄ »	»	20	0
» (mars 12).....	51	15	3	»	22 »	»	25	0
349 (mai 23).....	52	1	6	»	21 »	»	»	
» décembre 5).....	53	0	0	»	»	»	20	0
350 (avril 22).....	»			»	»	»	»	
(Forte monnaie).....	»			»	»	»	18	9
350 (septemb. 1, Jean I ^{er})	53	18	9	Ecu	21 carats	54	»	
351 (juin 20).....	54	17	6	»	20 ¹ / ₂ »	»	»	
» (juillet 23).....	»			»	20 »	»	»	
» (août 18).....	96	0	0	»	»	»	»	
» (août 20).....	»			Fleur de Lys	Or fin	50	40	0
» (septembre 17).....	56	5	0	Ecu	20 carats	54	18	9
» (septembre 24).....	58	2	6	»	18 »	»	»	
» (novembre 20).....	60	0	0	»	»	»	»	
» (février 3).....	»			»	»	»	»	
(Forte monnaie).....	»			»	»	»	15	0

Tableau des pièces d'or françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX DU MARC D'OR			ESPÈCES	TITRE	TAILLE au marc	VALEUR	
	Liv.	Sol.	Den.				Sol.	Den.
1352 (avril 21).....	60	18	9	»	»	»	»	
» (mai 18).....	»			»	»	»	20	0
» (janvier 18).....	60	17	6	»	»	»	»	
» (février 3).....	»			»	»	»	37	6
1353 (mai 1).....	»			»	»	»	10	0
» (octobre 26).....	»			»	»	»	»	
(Forte monnaie).....	62	16	46	»	»	»	15	0
1354 (novembre 24).....	60	0	0	Moutons	Or fin	52	25	0
1355 (juin 3).....	61	5	0	»	»	»	»	
» (juin 19).....	62	10	0	»	»	»	»	
» (janvier 3).....	»			»	»	»	»	
(Forte monnaie).....	»			Moutons	»	»	25	0
1356 (novembre 25).....	»			Moutons	»	»	30	0
» (janvier 25).....	68	2	6	»	»	»	25	0
1357 (juin 15).....	»			Petits Moutons	Or fin	104	12	6
1358 (août 31).....	78	15	0	Royal	»	66	25	0
» (avril 20).....	80	12	6	»	»	69	25	0
1359 (mars 31).....	»			»	»	»	»	
(Forte monnaie).....	»			»	»	»	40	0
1360 (janvier 12).....	»			»	»	»	»	
(Forte monnaie).....	60	0	0	Franc	Or fin	63	20	0
1361 (avril 23).....	60	0	0	»	»	»	»	
1363 (juillet 29).....	61	0	0	»	»	»	»	

Tableau des pièces d'or françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX DU MARC D'OR			ESPÈCES	TITRE	TAILLE au marc	VALEUR	
	Liv.	Sol.	Den.				Sol.	Den.
1364 (mai 3, Charles V.)	62	0	0	»	»	»	»	
» (août 5).....		»		Royal	Or fin	63	20	0
» (septembre 10). ...		»		Franc	»	63	20	0
1365 (mai 5).....	62	10	0	Fleur de Lys	»	64	20	0
1381 (avril 25, Charles VI)	60	10	0	»	»	64	20	0

Tableau des PIÈCES D'ARGENT françaises, d'après Shaw

DATE	PRIX DU MARC D'ARGENT			ESPÈCES	ALOI	TAILLE au marc	VALEUR	
	Liv.	Sol.	Den.				Sol.	Den.
1144	0	40	0	»	»	»	»	
1158	0	53	4	»	»	»	»	
1207	0	50	0	»	»	»	»	
1222	0	50	0	»	»	»	»	
1226	0	54	7	Gros Tournois	11 12	58	0	12
1283	0	54	0	»	»	»	»	
1285	0	54	6	»	»	»	»	
1293	0	61	0	»	»	»	»	
1295		»		Petits Tournois	9 12	116	0	6

Tableau des pièces d'argent françaises, d'après Sha

(SUITE)

DATE	PRIX DU MARCD'ARGENT			ESPÈCES	ALOI		TAILLE au marc		VALEUR
	Liv.	Sol.	Den.		Den.	Gr.	Sol.	Den.	
1296 (mai 20).....	3	8	0	»	»	»	»	»	
1297 (juillet 4).....	3	10	0	»	»	»	»	»	
1298 (mai 25).....	3	15	0	»	»	»	»	»	
1299 (juin 7).....	3	18	0	»	»	»	»	»	
1302 (avril 23).....	4	8	0	»	»	»	»	»	
» (février 2).....	5	4	0	»	»	»	»	»	
1303 (août 15).....	6	0	0	»	»	»	»	»	
1304 (mai 7).....	6	5	0	»	»	»	»	»	
» (juin 25).....	6	14	0	»	»	»	»	»	
» (septembre 8).....	6	15	0	»	»	»	»	»	
» (décembre 13).....	7	5	0	»	»	»	»	»	
» (mars 1).....	7	10	0	»	»	»	»	»	
1305 (avril 18).....	8	10	0	»	»	»	»	»	
1306 (octobre 1 ^{er}).....	»	»	»	»	»	»	»	»	
(Forte monnaie)	2	15	0	»	»	»	»	»	
1308 (avril 16).....	2	19	0	Gros Tournois	11	12	58	0 12	
1310 (janvier 20).....	3	7	6	Bourgeois forts	6	0	189	0 2 (Paris)	
1311 (juillet 8).....	3	5	11/2	Bourgeois simples	6	0	378	0 2 (Paris)	
1313 (juin).....	»	»	»	»	»	»	»	0 2 (Tours)	
» (septembre 19).....	2	14	7	Gros Tournois	11	12	58	0 12	
»	»	»	»	Denier Tournois	3	18	220	0 2	
»	»	»	»	Denier Paris	4	12	221	0 2 (Paris)	
1314 (novembre 29).....	2	4	7	»	»	»	»	»	

Tableau des pièces d'argent françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX			ESPECES	ALOI	TAILLE au marc	VALEUR		
	DU MARC D'ARGENT								
	Liv.	Sol.	Den.				Den.	Gr.	Sol.
1315 (mai 6).....		»		Denier Paris	4	12	221	0	1
1315 (janvier 15).....	2	4	0	Denier Tournois	3	18	220	(Paris) 0	1
1317 (mars 1).....	3	7	6	Gros Tournois	11	12	59 ^{1/6}	(Tournois) 1	3
»		»		Denier Paris	4	12	282	0	1
1321 (février 20).....	3	7	6	Gros Tournois	11	12	59 ^{1/6}	1	3
1322 (octobre 15).....	3	8	9	Denier Paris	3	18	218	»	
» (mars 2).....	4	0	0	Obole blanche	10	0	118	0	6
1326 (juillet 24).....	4	10	0	»	9	0	135	(Paris) 0	8
» (janvier 20).....	5	0	0	»	»	»	»	(Tournois) »	
1327 (» 8).....	5	8	0	»	»	»	»	»	
1328 (novembre 7).....	5	11	0	»	»	»	»	»	
1329 (décembre 26).....		4	0	Grss Tournois	»	»	»	1	6
1330 (avril 8).....		»		»	»	»	»	(Tournois) »	
(Forte monnaie).....	2	18	0	»	11	12	60	1	0
»		»		Gros Paris	11	12	48	(Paris) 1	0
1331 (janvier 9).....	2	17	6	»	»	»	»	(Tours) »	
1333 (juin 12).....	2	15	6	Denier Paris	4	4	138 ^{1/2}	»	
1336 (février 13).....	3	12	6	Gros à la couronne	10	16	96	1	10
1338 (novembre 14).....	4	12	0	»	8	0	96	(Tours) 0	10
» (janvier 3).....	5	0	0	»	»	»	»	»	
1339 (août 19).....	5	0	0	»	»	»	»	»	
» (février 5).....	6	15	0	»	7	0	105	0	10
» (avril 6).....		»		»	6	0	108	0	10

Tableau des pièces d'argent françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX			ESPÈCES	ALOI		TAILLE au marc	VALEUR	
	DU								
	MARCD'ARGENT								
	Liv.	Sol	Den.		Den.	Gr.		Sol.	Den.
1340 (août 1).....	7	0	0	»	»	»	»	»	»
» (décembre 4).....	7	10	0	»	»	»	»	»	»
» (janvier 27).....	8	14	0	Gros à la	6	6	84	1	3
» (février 8).....	9	4	0	Fleur de Lys	6	0	»	»	»
» (février 13)	9	12	0	»	6	0	120	1	3
1342 (juin 30).....	12	10	0	»	6	0	95	1	3
» (septembre 7).....	13	10	0	»	»	»	»	»	»
1343 (avril 9)	13	10	0	»	»	»	»	»	»
« (septembre 22).....	9	10	0	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	Gros Tournois	11	12	60	3	9
1343 (octobre 26).....	»	»	»	»	»	»	»	»	»
(Forte monnaie)	3	4	0	»	»	»	»	1	3
1344 (février 16).....	3	8	0	»	»	»	»	»	»
1345 (avril 9).....	3	10	6	»	»	»	»	»	»
1346 (juillet 17).....	4	10	0	Double	3	18	180	0	2
1346 (janvier 27).....	5	0	0	Parisis	»	»	»	»	(Parisis)
» (février 24).....	6	15	0	»	»	»	»	»	»
» (mars 3).	»	»	»	»	3	0	216	0	2
1347 (juillet 21).....	7	10	0	»	»	»	»	»	(Parisis)
» (janvier 11).....	4	16	0	Double	3	8	183 ¹ / ₃	0	2
1348 (août 31).....	5	0	0	Tournois	3	1 ¹ / ₃	183 ¹ / ₃	0	2
» (décembre 31).....	6	0	0	»	2	12	200	0	2
1349 (mai 12).....	6	13	0	»	»	»	»	»	(Tournois)

Tableau des pièces d'argent françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX DU MARCD' ARGENT			ESPÈCES	ALOI	TAILLE au marc	VALEUR	
	Liv.	Sol.	Den.				Sol.	Den.
1349 (avril 7).....	6	15	0	»	»	»	»	
» (décembre 5).....	7	7	0	»	»	»	»	
» (janvier 20).....	7	15	0	»	»	»	»	
1350 (avril 23).....	»			»	»	»	»	
(Forte monnaie).....	5	0	0	Double Paris	3 12	168	0 2	
» (août 23).....	5	5	0	»	2 8	168	0 2	
» (octobre 26).....	5	12	0	»	»	»	»	
» (février 5).....	6	0	0	»	»	»	»	
» (mars 6).....	6	8	0	»	»	»	»	
1351 (mai 17).....	6	18	0	Blancs	4 12	144	0 6	
» (juin 23).....	7	8	0	»	»	»	»	
» (août 18).....	8	15	0	»	»	»	»	
» (septembre 12).....	10	0	0	Blancs	4 0	144	0 6	
» (octobre 10).....	10	10	0	»	»	»	»	
» (décembre 16).....	11	0	0	»	»	»	»	
» (janvier 25).....	12	0	0	»	»	»	»	
» (février 4).....	14	12	0	Gros Tournois Blancs	4 8	87 ¹ / ₄	0 8	
1351 (mars 27).....	»			»	»	»	»	
(Forte monnaie).....	5	6	0	»	»	»	»	
1352 (juin 2).....	»			»	»	»	»	
» (juillet 24).....	6	2	0	»	4 0	100	0 8	
» (août 16).....	6	10	0	»	»	»	»	
» (octobre 24).....	6	18	0	»	»	»	»	

Tableau des pièces d'argent françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX			ESPÈCES	ALOI		TAILLE au marc	VALEUR	
	DU								
	MARCD'ARGENT								
	Liv.	Sol.	Den.		Den.	Gr.		Sol.	Den.
1352 (novembre 25).....	8	0	0	»	4	0	120	0	8
» (décembre 31).....	9	0	0	»	»	»	»	»	(Tournois)
» (février 6)	10	0	0	»	»	»	»	»	»
1353 (avril 22).....	12	0	0	»	3	12	140	0	8
» (juillet 30).....	12	15	0	»	»	»	»	»	(Tournois)
» (août 2).....	13	15	0	»	»	»	»	»	»
» (octobre 26).....	»	»	»	»	»	»	»	»	»
(Forte monnaie).....	4	15	0	»	»	»	»	»	»
» (novembre 27).....	»	»	»	»	3	8 ⁴ / ₅	65	0	8
» (février 5)	5	7	0	»	»	»	»	»	(Tournois)
» » 17).....	5	17	0	»	»	»	»	»	»
1354 (avril 26).....	6	15	0	»	»	»	96	0	8
» (mai 28).....	9	12	0	»	3	0	120	0	8
» (juillet 5).....	10	12	0	»	»	»	»	»	(Tournois)
» (septembre 17).....	12	0	0	»	»	»	»	»	»
» (novembre 24).....	»	»	»	»	»	»	»	»	»
(Forte monnaie).....	4	4	0	Blanc à la	3	8	80	0	5
» (janvier 23).....	4	16	0	Couronne	2	12	»	»	(Tournois)
» (avril 4).....	5	6	0	»	3	0	120	»	»
1355 (mai 20).....	6	10	0	»	2	12	»	»	»
» (juillet 6).....	7	10	0	»	»	»	»	»	»
» » 17).....	10	0	0	Blanc à la	3	9	72	1	3
» (août 22).....	»	»	»	Couronne	3	0	»	»	(Tournois)

Tableau des pièces d'argent françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX DU MARCD'ARGENT			ESPÈCES	ALOI		TAILLE au marc	VALEUR	
	Liv.	Sol.	Den.		Den.	Gr.		Sol.	Den.
1355 (août 26).....	11	0	0	»	»	»	»	»	
» (septembre 28).....	12	10	0	»	3	0	80	»	
» (octobre 9).....	14	0	0	»	3	0	100	»	
» (novembre 10).....	16	0	0	»	2	12	100	»	
1355 (décembre 15).....	18	0	0	»	»	»	»	»	
» (janvier 3).....	»			»	»	»	»	»	
(Forte monnaie).....	5	5	0	»	»	»	»	»	
» (janvier 5).....	»			Blanc à la Couronne	8	0	96	0	10
» (janvier 16).....	»			Blanc à la Fleur de Lys	4	0	60	0	8
1356 (août 3).....	6	10	0	»	3	0	90	»	
» (septembre 19).....	7	5	0	»	3	0	112 ¹ / ₂	»	
» (octobre 28).....	8	17	0	»	»	»	»	»	
» (novembre 23).....	7	8	0	Gros	6	0	80	1	0
» » 28).....	7	8	0	Gros blancs	4	0	80	1	0
» (février 7).....	»			»	3	0	112 ¹ / ₂	1	0
» (mars 26).....	6	10	0	Gros à la Couronne	5	0	70	0	10
1357 (janvier 23).....	8	10	0	Blanc à la Fleur de Lys	4	0	60	1	3
1358 (mai 9).....	10	0	0	»	3	8	»	»	
» (juillet 1).....	12	0	0	»	3	0	64	»	

Tableau des pièces d'argent françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX			ESPÈCES	ALOI		TAILLE au marc	VALEUR	
	DU								
	MARCD'ARGENT								
	Liv.	Sol.	Den.		Den.	Gr.		Sol.	Den.
1358 (août 8)	13	10	0	»	3	0	96		»
» (août 30)	6	15	0	Blancs à la Couronne	4	0	53 ¹ / ₃	1	0
» (novembre 13).....	7	0	0	»	»		75		»
» » 22).....	8	0	0	»	3	0	75		»
» (décembre 3).....	8	12	0	»	»		»		»
» » 9).....	9	10	0	»	»		»		»
» (février 22).....	7	0	0	»	3	0	90	0	6
» » 27).....	»			»	3	0	100		»
1359 (avril 20).....	7	10	0	»	3	0	120		»
» (mai 28).....	11	10	0	»	2	12	150		»
»	»			Gros blancs	3	0	72	1	3
» (juin 5)	9	0	0	Blancs avec trois fleurs de lys	3	12	70	1	3
» (juin 12).....	»			»	3	0	»		»
» (juillet 9)	»			»	»		»		»
» » 12).....	»			»	2	15	»		»
» » 31).....	16	4	0	»	2	12	80		»
» (septembre 18).....	22	13	0	»	2	6	80		»
» (octobre 5).....	»			»	»		112 ¹ / ₂		»
» » 22).....	29	8	0	»	2	0	120		»
1359 (novembre 27).....	12	0	0	Gros à l'estoile	4	0	48	2	6
» (décembre. 5).....	15	0	0	»	3	0	»		»

Tableau des pièces d'argent françaises, d'après Shaw

(SUITE)

DATE	PRIX DU MARC D'ARGENT			ESPÈCES	ALOI		TAILLE au marc	VALEUR	
	Liv.	Sol.	Den.		Den.	Gr.		Sol.	Den.
1359 (décembre 19).....	18	9	0	»	»	»	»	»	»
» » 31).....	23	12	6	»	»	»	»	»	»
» (janvier 2).....	24	12	6	»	2	12	60	»	»
» » 22).....	34	12	6	»	2	0	72	»	»
» (février 17).....	»	»	»	»	»	»	80	»	»
» » 27).....	53	17	6	»	»	»	100	»	»
» (mars 4).....	77	16	0	»	1	12	100	»	»
» » 21).....	102	0	0	»	»	»	125	»	»
» » 31).....	»	»	»	»	»	»	»	»	»
(Forte monnaie).....	11	0	0	Gros blancs	4	0	64	»	»
1360 (avril 27).....	»	»	»	»	3	0	»	»	»
» (mai 4).....	»	»	»	»	2	12	»	»	»
» » 26).....	»	»	»	»	2	0	»	»	»
» (juin 2).....	7	0	0	Blancs à la fleur de lys	2	0	64	0	6
» (juin 27).....	»	»	»	»	»	»	80	0	7 1/2
» » 28).....	9	0	0	»	1	12	80	»	»
» » 29).....	10	10	0	»	»	»	»	»	»
» (août 7).....	15	0	0	»	»	»	100	»	»
» » 18).....	17	0	0	»	»	»	120	»	»
» » 22).....	18	0	0	»	»	»	»	»	»
» (septembre 7).....	7	0	0	Blanc à la Couronne	4	0	66	0	10
» (octobre 22).....	»	»	»	»	2	12	»	»	»

Tableau des pièces d'argent françaises, d'après Shaw
(SUITE)

DATE	PRIX DU MARC D'ARGENT			ESPÈCES	ALOI		TAILLE au marc	VALEUR	
	Liv.	Sol.	Den.		Den.	Gr.		Sol.	Den.
1360 (novembre 13).....	8	0	0	»	»	»	»	»	
» » 19).....	9	0	0	»	»	»	»	»	
» (janvier 12).....	5	8	0	Blanc à la fleur de lys	4	12	54	0	10
1361 (avril 3).....	»			»	»	»	»	»	
(Forte monnaie)	5	0	0	Gros Tournois	11	12	84	1	3
1364 (mai 3).....	5	0	0	Gros d'argent	11	12	84	1	3
1365 (mai 2).....	5	5	0	Blanc	4	0	96	0	5
1370 (juin 19).....	5	15	0	Gros d'argent	11	3 ¹ / ₄	96	1	3
1372 (août 9).....	5	16	0	»	11	17	»	»	
1374 (août 12).....	»			»	11	6	»	»	
1378 (août 19).....	»			»	11	17	»	»	
1381 (avril 16)(Charles VI)	5	8	0	Gros d'argent	11	6	69	1	3

La conclusion pratique à tirer de cette situation, c'est que les perturbations monétaires au Moyen-Age ont été plus considérables qu'on ne le jugerait au premier abord. Il ne faut pas se contenter de constater les amenuisements successifs des pièces ; sous Charlemagne, semble-t-il, la livre d'argent était une livre en poids de ce métal. Les rois arrivèrent à la livre $1/48$ du poids sous Louis XIV, à la livre $1/87$ du poids sous Louis XVI, sans y comprendre le poids de l'alliage. Une semblable diminution, de près de 90 %, paraît déjà presque invraisemblable, quand on pense qu'on a appliqué le nom de livre à une quantité d'argent qui ne représentait plus que la quatre-vingt-septième partie du poids primitif. Il faut, pour mesurer exactement l'étendue de ces fraudes et l'énormité des bénéfices qu'elles pouvaient rapporter au trésor, se souvenir que la monnaie a fait plus d'une fois le chemin qui sépare ce point d'arrivée, $1/87$, de ce point de départ (unité).

On s'explique facilement alors pourquoi, à certaines époques, le rapport entre le prix qu'on donnait à l'Hôtel des Monnaies du marc pesant de métal précieux, et le nombre de pièces dites d'une livre qu'on en frappait, changeait plusieurs fois dans le courant d'une année, même d'une semaine.

« Du mois de mai, à la fin de septembre 1355, écrit Leber, le prix payé par le roi varia de 6 li-

vres 10 sous à 16 livres. Le 22 mai, le marc de fin monnayé étant à 12 livres 10 sous, l'Hôtel des Monnaies en donnait 6 livres 10 sous. Au mois de juillet, le prix était de dix livres, quoique le même marc ne fût qu'à 12 livres 16 sous et, en septembre, il ne payait que 12 livres 10 sous de ce marc, dans lequel on taillait alors 20 livres. »

« Sous le règne de Jean II, écrit Le Blanc, il y eut d'étranges désordres dans les monnaies. Le prix des monnaies, aussi bien que celui du marc d'argent, changeait presque chaque semaine, et quelquefois plus souvent. »

On comprend quelles pouvaient être les conséquences économiques et financières de semblables altérations.

En affaiblissant les monnaies, l'amenuissement rapportait à l'Etat tout le bénéfice représenté par l'écart entre la quantité ancienne et la quantité nouvelle du métal fin contenu dans les pièces. Ce bénéfice, le Trésor le trouvait sur toute la monnaie qui lui passait par les mains, provenant, soit d'impôts ou de recouvrements, soit des procédés spéciaux du décri et de la réquisition.

Néanmoins, ce bénéfice n'était pas encore très considérable pour le Trésor. Le prix des marchandises, pour l'échange desquelles la monnaie n'est qu'un instrument, tend en général à se régler sur la valeur commerciale des quantités effectives d'or et d'argent contenues dans les pièces.

Le changement de titre ou de poids une fois connu, les prix tendaient forcément à monter, puisque la même marchandise — si on persistait à exiger pour son échange le même poids effectif d'or ou d'argent — était obligée de le chercher dans un plus grand nombre d'écus. Dès lors, le pouvoir d'acquisition d'un écu diminuait en même temps et dans les mêmes proportions que la quantité de métal fin qui y était contenue.

D'un autre côté, les perturbations monétaires incessantes, les troubles politiques causés par les invasions étrangères et les révoltes intérieures n'étaient point faits pour encourager la circulation de la monnaie, qu'on songeait plutôt à dissimuler. La rareté même des espèces en circulation avait pour effet immédiat de relever le pouvoir d'achat du métal fin qui restait dans la composition des pièces nouvelles.

Ainsi ces deux causes, hausse du prix des marchandises par l'envahissement des monnaies, hausse du pouvoir d'achat par la rareté des espèces, agissaient en sens diamétralement opposés et pouvaient, dans une certaine mesure, se neutraliser.

Mais, vraisemblablement, la tendance à la hausse des marchandises par la diminution de métal fin dans chaque pièce devait l'emporter sur la tendance à la baisse par la rareté générale de la monnaie.

Dans le règlement des dettes, le débiteur pouvait, lorsqu'il y avait amenuissement de la monnaie, payer moins qu'il ne devait. La puissance d'achat des espèces allant en diminuant, le créancier, qui recevait le nombre de pièces stipulé dans son contrat, devait y perdre, comme perdirent plus tard ceux qui, sous la Révolution, furent payés en assignats pour des dettes contractées antérieurement à la Révolution, ou même, dans la période intermédiaire, à une époque où l'assignat avait un plus haut prix.

L'altération seulement nominale des espèces produisait entre particuliers des effets identiques. L'Etat y gagnait, lui aussi, car il pouvait payer une dette de cent mille livres, par exemple, avec la quantité de métal qui, la veille, ne lui aurait permis de payer que quatre-vingt dix mille livres.

L'enforcement des monnaies produisait les effets inverses. Les prix des marchandises baissaient quand l'équilibre s'était établi entre eux et les quantités effectives de métal fin que contenaient les pièces de monnaie. D'autre part, les débiteurs, qui trouvaient leur jeu dans l'amenuissement des espèces, étaient spoliés par l'enforcement, car, pour se procurer les fonds nécessaires à l'extinction de leurs dettes, ils étaient obligés d'aliéner une quantité plus considérable de marchandises.

Secousse, dans sa préface du tome III de la *Col-*

lection des Ordonnances des rois de France, a parfaitement analysé cette situation.

« La variation des monnaies, dit-il, causait de grands dérangements dans les paiements ; à mesure qu'elles baissaient ou qu'elles haussaient ceux qui avaient fait des marchés entre eux, qui avaient prêté de l'argent ou qui en devaient, souffraient des pertes ou faisaient des gains à proportion de ce que l'argent valait, quand ils avaient contracté, et du prix qu'il avait à l'échéance du terme des paiements. Ainsi, un homme qui, pour prêter six livres, avait donné un marc d'argent, qui valait alors ce prix, perdait la moitié de ce qu'il avait donné si on le payait lorsque l'argent valait douze livres, car on ne lui rendait qu'un demi-marc d'argent. Mais aussi il gagnait le double s'il avait fait ce prêt lorsque l'argent était à douze livres et qu'on le payât lorsqu'il ne valait plus que six. C'était la même chose pour le débiteur. »

Ces incertitudes perpétuelles sur la valeur effective des monnaies en circulation étaient trop gênantes pour les exigences du commerce international. On dut bien vite chercher les moyens d'y remédier.

Dans ce but, on prit l'habitude, dans les contrats, d'énoncer les sommes dues en monnaies idéales, de poids et de titre invariable. Cette monnaie idéale, poids absolu d'or ou d'argent fin,

exigeait, selon les pays et l'époque où se réglait la dette, le versement d'un nombre plus ou moins grand de pièces de monnaie. On stipulait alors le paiement d'une obligation, en *marcs bancos* de Hambourg, en *pistoles*, en *gros tournois d'argent de Louis IX*.

« Le public s'était accoutumé, dit Secousse, pour remédier aux inconvénients résultant des variations monétaires, à ne plus contracter à livres et à sols, mais à marcs d'or ou d'argent, florins ou autres espèces. Ces sortes de contrats étaient une des raisons pour lesquelles le public conservait dans le commerce les monnaies décrites, car on en avait besoin pour remplir les engagements que l'on avait pris, lorsque en empruntant une certaine quantité d'espèces sonnantes, on s'était obligé à les rendre en nature. »

L'usage ainsi répandu, de contracter des obligations en prenant pour base du paiement cette monnaie idéale, ne faisait point l'affaire des rois. Le 12 mars 1356, une ordonnance de Charles V prohibait ce genre de contrats. « Il est défendu, dit l'ordonnance, de faire des marchés et des contrats au denier d'or, au montoir, ni à d'autres monnaies d'or ou d'argent, mais seulement à sols et livres, payables en monnaies qui auront cours, si ce n'est dans le cas de prêts sérieux et véritables dépôts (c'est-à-dire dans le cas de restitution de corps certains). »

Les articles 1895 et 1896 de notre Code civil rappellent cette origine historique et sont conçus en termes peu différents.

« L'obligation qui résulte d'un prêt en argent, dit expressément l'article 1895, n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat. S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement » ; et l'article 1896 ajoute : « La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu si le prêt a été fait en lingots. »

En somme, on le voit, outre qu'on pouvait, dans une certaine mesure, éviter les inconvénients de ces altérations des monnaies, connues du public et lui permettant de prendre ses précautions, ce n'était jamais pour le roi qu'un bénéfice momentané. La crise passée, la situation redevenait ce qu'elle était auparavant. Pour arriver à jouir plus longtemps de bénéfices si nécessaires, les rois furent amenés peu à peu à ne plus rendre publiquement ces ordonnances variant le titre, le poids, le nom des monnaies. Ils eurent recours aux changements clandestins, devenant ainsi de simples faux monnayeurs.

Désireux de se conserver le monopole des altérations, les rois édictèrent contre les simples particuliers qui auraient pu, en matière de fausse

monnaie, leur faire concurrence, les plus terribles châtimens. Le faux monnayeur fut couramment puni de mort.

Philippe le Bel se distingua tout particulièrement dans cette sorte d'industrie, ce qui ne l'empêcha point d'affirmer impudemment, dans ses édits, l'excellence de sa monnaie « de la même bonté, disait-il, que au temps du saint roi Louis ». Le pape Boniface VIII, en 1296, reprochait à Philippe le Bel ses exactions : « *Monetæ depravatione subditis atque extraneis injuriam fieri.* » Le peuple de Paris ne se gêna point pour appliquer au roi l'épithète de faux monnayeur, dont le Dante l'avait flétri dans son enfer :

« *La sì vedrà il duoi che sopra Senna
Induce falseggiando la moneta.* »

Le roi Jean ne craignit point d'adresser à ses agents des monnaies des instructions où il leur ordonnait d'employer toute espèce de moyens pour tromper le public en lui dissimulant tout ce qui aurait pu lui faire voir les altérations de la monnaie. Il recommanda, lorsqu'on affaiblissait le titre des espèces, d'avoir bien soin de frapper les pièces nouvelles identiques aux anciennes. Cependant, pour les distinguer les unes des autres, dans l'intérêt du trésor royal, qui devait retirer

de la circulation le plus possible des anciennes pièces pour les remplacer par des nouvelles, on y mettait une marque appelée *différence*. Les mandements recommandaient « d'y mettre la différence la moins apercevante que l'on pourrait », ou même « de n'en mettre aucune, et pour cause ». Cette cause, le roi daignait l'expliquer dans l'Ordonnance du 27 juin 1360 : c'était « pour tenir la chose plus secrète » et ce qu'il fallait tenir secret, c'était cette vérité que le roi était un faux monnayeur et volait ses sujets.

Les changeurs publics, les commerçants en métaux précieux, n'étaient pas plus épargnés : on les payait avec des espèces au-dessous du titre que promettaient les ordonnances. Pour le coup, les agents des monnaies étaient expressément invités à garder sur ces scandaleux agissements le plus complet silence. « Sur le serment que vous avez fait au roi, gardez cette chose secrète », dit le mandement du 24 mars 1350. Les châtimens les plus sévères leur étaient réservés s'ils en avertissaient les marchands de métaux. « Gardez si chers comme avez vos honneurs, dit un mandement de septembre 1351, qu'ils (les changeurs) ne sachent l'aloi (le titre) par vous, à peine d'être déclarés comme traîtres. »

Ces honteuses pratiques, qui eussent dû soulever le pays, eurent l'heureuse fortune qu'ont souvent les abus chez les peuples qui, dépouillés de leur

liberté, ont abdiqué toute fierté. Elles acquirent l'autorité de la chose jugée, devinrent chose admise et respectable, puisque le roi les imposait. On en vint à discuter, dans les Etats-Généraux, s'il ne conviendrait point de racheter au roi le droit de faux monnayage qu'il s'était adjudgé, en lui payant une fois pour toutes une certaine somme. Ce marché fut passé sous le roi Jean qui en eut un double bénéfice ; il toucha la somme et n'oublia point de continuer à altérer les monnaies.

Mais il fallait encore mettre la théorie d'accord avec les faits. Le roi eut recours aux légistes, dont les sophismes complaisants ne revenaient pas très cher, et qui eurent vite fait d'édifier sur la matière une doctrine complète.

Si la monnaie avait été une marchandise, comme l'enseignaient les anciens et une longue pratique, il eût fallu, dans chaque pièce, un poids déterminé, à peu près immuable, de métal fin. La monnaie ne fut plus une marchandise ; elle devint, en droit, ce qu'elle était depuis si longtemps en fait : un signe, soumis au bon plaisir du souverain.

Cet heureux changement de mots légitimait les brigandages du roi, volant ses sujets lorsqu'il les forçait à recevoir pour un certain poids d'un certain métal ce qui n'en était qu'une partie, souvent infime. Il rendait tout naturel le bouleversement des fortunes privées résultant de ce fait, que nous avons rapporté plus haut, que les débiteurs s'ac-

quittaient, tantôt avec moins, tantôt avec plus qu'ils ne devaient.

La doctrine une fois bien établie, le droit de faire de la fausse monnaie reconnu au roi, il n'y eut plus besoin de se cacher : le trésor put altérer publiquement les monnaies.

La funeste théorie de la monnaie signe était si bien entrée dans nos mœurs qu'en 1779 un directeur des monnaies reprochait, dans une circulaire, à ses subordonnés, de « ne pas fabriquer des pièces assez faibles pour qu'il pût en résulter un plus grand bénéfice pour le roi ». Comme le disait Mirabeau, c'était un crime pour les hôtels des monnaies que de faire des pièces d'or ou d'argent « trop bien faites ».

Le roi Jean est peut-être, de tous nos rois, celui qui fraudait le plus audacieusement en matière de monnaies. De 1351 à 1360 la livre tournois changea soixante et onze fois de valeur, seize fois en 1359, dix-sept fois en 1360. Mais le roi ne s'en inquiétait point. « Ja soit, dit-il dans une ordonnance, ce que à nous seul, et pour le tout de notre droit royal, par tout nostre royaume appartiégne de faire telles monnoies comme il nous plaît, et de leur donner cours. »

C'était d'ailleurs, il le proclamait cyniquement, le seul moyen de pourvoir aux dépenses publiques, dont il n'aurait pu venir à bout « sans le trop grand grief du peuple, si ce n'est par le

domaine et revenu du profit et émolument des monnoies. »

Jamais la situation financière du pays ne fut plus désastreuse que sous ce règne, même, a-t-on pu l'écrire, sous le régime des assignats.

S'il ne s'était agi que d'une dépréciation progressive du numéraire, le mal eût été moins grand. Ces perturbations violentées — en avant et en arrière — empêchaient absolument toute régularité dans les transactions. Bien loin d'être, par sa fixité, le point de repère immuable, nécessaire aux échanges de marchandises et aux contrôles, la monnaie n'était plus qu'un moyen de favoriser les fraudes, toujours au plus grand détriment des petits et des faibles.

Le peuple se rendait difficilement compte de la portée véritable de ces variations. Mais les habiles s'étaient arrangés pour ne pas laisser le roi seul profiter de ces exactions. C'est ce qui fit la richesse et la puissance des changeurs. Ils retiraient constamment de la circulation la monnaie forte, pour lui substituer la monnaie faible, au besoin frappée à l'étranger. Ainsi le roi, déçu dans ses calculs, arrivait à souffrir comme son peuple, dont la misère ne faisait que s'aggraver.

Toutes les souffrances, tous les désastres, toutes les calamités, écrit M. Wolowski, semblaient s'être réunis pour peser sur la France, à l'époque où Charles V fut appelé à prendre la

couronne. Le démembrement du territoire et l'épuisement du trésor, la sédition des villes et la Jacquerie des campagnes, le brigandage des *Tard-Venus* et des *Grandes-Compagnies*, la peste noire et la famine, l'anéantissement du travail et le payement de la rançon royale, voilà ce que ce pauvre pays avait à subir : il semblait toucher le fond.

Tout à coup, au milieu des armures éclatantes, qui écrasaient de leur poids des hommes étonnés de n'avoir plus la force de les porter, alors que les prouesses de la chevalerie n'avaient abouti qu'à une honteuse déroute, apparaît une figure pâle et chétive, une main incapable de tenir l'épée, un corps, affaibli par la souffrance, qui se refusait aux fatigues de la guerre. Mais il y avait là une âme ferme et un esprit éclairé, et, comme si Dieu avait voulu montrer au milieu de ces temps qui n'avaient d'estime que pour la force, la puissance souveraine de la pensée, Charles V, le Sage, fit succéder rapidement un Etat bien ordonné à un véritable chaos ; il sut faire renaître la prospérité avec la confiance, et reprendre les occupations productives en protégeant la sincérité des transactions et la sécurité des personnes. Les bandes qui désolaient les campagnes devinrent des instruments de victoire : tout prit une face nouvelle. Une économie sévère sut répondre à tous les besoins et remplir le trésor ; les forces mili-

taires, accrues, rétablirent la grandeur de la France, tandis que l'agriculture, le commerce et l'industrie, ranimés par l'espoir d'un meilleur avenir, rouvrirent la véritable source de l'abondance et de la richesse. Rien ne fut abandonné au hasard, tout fut soumis au calcul ; une pensée active, persévérante, éclairée par les revers, non moins qu'enhardie par le succès, exerçait un ascendant que l'ignorance de l'époque aurait pu taxer de surnaturel, à l'aspect de ces légistes, de ces savants, de ces artistes, de ces philosophes, de ces astrologues qui entouraient le roi et qui inspiraient ses desseins.

Ce ne fut pas la moindre gloire, ni le moindre service de Charles V que de mettre un terme aux altérations des monnaies. Régent du royaume, il n'avait pas, sous ce rapport, échappé à la contagion du mauvais exemple. La grande Ordonnance de 1355, obtenue par les Etats réunis à Paris, promettait dorénavant bonne et stable monnaie pour tout le royaume, de telle sorte que le marc d'argent ne produisit jamais plus de six livres tournois. Le duc Charles le haussa jusqu'à 12 livres : ce fut le signal du grand soulèvement de Paris du 23 novembre 1357. Ce souvenir, et plus encore, peut-être, l'heureuse influence d'un de ses conseillers, Nicolas Oresme, firent apporter au roi Charles un grand soin à la sage administration des monnaies.

Pendant son règne, le pied de l'or resta invariable, et celui de l'argent n'éprouva que de légères modifications. Il avait trouvé, à son avènement, la livre tournois fixée à 10 fr. 92 centimes. Il la laissa à 10 fr. 80 centimes, sans l'avoir jamais abaissée au-dessus de 10 fr. 69 centimes. Ainsi la fixité de la monnaie rétablit la régularité des transactions et fournit un actif élément à la prospérité publique.

CHAPITRE III

Nicolas Oresme

S'il est exact que c'est aux sages conseils de Nicolas Oresme qu'on doit les salutaires réformes apportées par Charles V dans le régime monétaire de la France, c'est une véritable reconnaissance qu'il faut vouer à ce grand savant.

Nicolas Oresme, né à Caen, docteur en théologie de la Faculté de Paris, fut, en 1355, grand maître du collège de Navarre, où il avait été élevé. Plus tard archidiacre de Bayeux, doyen de la métropole de Rouen, il fut ensuite évêque de Lisieux, où il mourut en 1382. Deux écrivains de la fin du XVI^e siècle : du Haillau, en 1576, et Lacroix du Maine, en 1584, l'appellent l'un, *l'instructeur*, l'autre, le *précepteur* de Charles V. Il est plus probable, comme l'a démontré M. François Meu-

nier, dans son *Essai sur la Vie et les Ouvrages de Nicolas Oresme* (1857), qu'il ne fut que le conseiller du monarque, qui puisa auprès de lui les plus précieux enseignements en matière de monnaies.

Elève d'Aristote, dont il fit la première traduction française des *Ethiques*, de la *Politique* et des *Economiques*, Nicolas Oresme puisa dans le grand philosophe grec la doctrine dont il se fit l'énergique interprète.

La douloureuse expérience des funestes conséquences de l'altération du numéraire, telles que nous les avons plus haut décrites, devait instruire Oresme. « Il expose, dans son livre, a dit un de ses commentateurs, l'origine et la nature véritable, le caractère et le rôle de la monnaie, avec une force et une netteté qui n'ont pas été surpassées depuis. »

Le livre d'Oresme est un ouvrage de protestation, et il est permis de se demander comment ses conseils, si sages, ont pu, dès la mort de Charles V, tomber dans l'oubli, pour ne revivre qu'au XVI^e siècle en Pologne, en Italie et en France, et au XVII^e siècle en Angleterre.

L'auteur avait pourtant nettement abordé la question de l'altération des monnaies, essayant de couper le mal dans ses racines, en s'en prenant sans périphrases aux rois et aux flatteurs qui persuadent le prince que tout est permis à son bon plaisir.

« C'est une doctrine, dit-il, dans le prologue de son livre, que le roi peut, de sa propre autorité, faire varier les monnaies en circulation dans son royaume, en disposer à son gré, et en retirer le bénéfice qu'il lui plaît. Beaucoup pensent, au contraire, que le prince n'a jamais eu semblable pouvoir (1). »

Après quelques chapitres sur l'origine des mon-

(1) Le titre exact de l'œuvre d'Oresme est « *De origine, naturâ, jure et mutationibus monetarum* ». Elle a été d'abord publiée en latin, puis traduite plus tard en français, par l'auteur lui même, sous le titre de « *Traictie de la première invention des monnoies* ».

Cette traduction, plus complète que les exemplaires des diverses éditions latines, se trouvait, dès 1373, dans la librairie de la tour du Louvre, réunie par les soins éclairés de Charles le Sage.

Une édition française, très ancienne, imprimée sans date, chez Colard Mansion, est devenue fort rare. Brunet, qui la décrit (*Manuel du Libraire*, IV, 504) n'en n'a jamais vu qu'un exemplaire payé, en 1811, dans une vente publique, 655 francs. Il se trouve à la Bibliothèque Nationale.

M. Van Praet mentionne l'édition latine de Thomas Keet, Paris, commencement du seizième siècle, sans date, petit in 4^o.

M. Roscher a trouvé le texte latin dans la *Sacra Bibliotheca sanctorum Patrum* de Margarinus de la Bigne, Paris 1589, vol. IX, page 129, et dans les *Acta publica Monetaria* de David Thomas, de Hagelstein (Augsbourg, 1642).

Nous nous sommes servi de l'édition reproduite par M. L. Wolowski en 1864.

naies, visiblement inspirés d'Aristote, sur l'histoire de la monnaie et sa transformation de lingots en pièces portant l'empreinte du souverain, Oresme entre dans le vif de la question.

De tout temps on a décidé, et avec raison, que les particuliers ne pourraient pas frapper eux-mêmes une empreinte sur leur or ou leur argent. C'est l'autorité qui doit le faire, c'est-à-dire le prince.

Mais c'est là le seul droit du roi à fabriquer la monnaie, et la marquer de son empreinte. Il n'en faut pas conclure que le roi soit seigneur et maître de la monnaie qu'il a mise en circulation dans ses Etats. Les espèces ne sont que « *l'æquivalens instrumentum* » servant à l'échange entre les hommes, des richesses naturelles. Elles sont donc la propriété de ceux qui avaient ces richesses naturelles et qui ont donné pour acquérir la monnaie leur blé ou leur travail.

Ainsi la monnaie appartient à la communauté. Il est donc juste, dit Oresme, qui aborde le droit de brassage et de seigneurage, que ce soit la communauté qui en paye les dépenses de fabrication. Il est légitime que le trésor retienne de quoi payer ces frais, par exemple en faisant quarante deux sous du marc d'argent, qui, brut, n'en valait que quarante. C'est, en effet, la proportion ordinaire des frais.

Si, même, les frais n'atteignaient point cette

somme, le roi ou le trésor pourraient conserver la différence, et en faire l'usage qu'il leur plairait. Encore faudra-t-il que la part réservée au roi ne soit pas trop considérable, pour que ses sujets n'en souffrent pas. C'est donc un seigneurillage de $4\frac{1}{2}\%$ qu'Oresme trouverait légitime.

Variations des Monnaies

Il en arrive à l'examen des véritables altérations, pratiquées sous le couvert d'un euphémisme du temps : cela s'appelait seulement « muer » les monnaies.

Oresme pose immédiatement son principe : Aristote l'a dit, la chose qui doit être la plus invariable, c'est la monnaie. Les lois et coutumes qui intéressent tous les particuliers ne peuvent se modifier sans une évidente nécessité. Il ne faut les changer que si les lois nouvelles constituent un réel et indiscutable progrès ; car toutes ces variations de l'appareil législatif, si elles se font surtout trop fréquemment, diminuent le respect dû à l'autorité des lois. Or, si une loi doit être immuablement respectée dans un Etat, c'est bien celle qui règle le cours et le prix des monnaies ; c'est sur elle, en effet, que se basent les pensions et les revenus de tous ; c'est dire, et la conclusion est absolument logique, que, seul, l'intérêt

évident de la communauté tout entière pourra permettre de « muer » les monnaies.

Oresme expose les différents procédés employés par les rois pour faire varier les monnaies ; il les ramène à cinq procédés simples, pouvant d'ailleurs être combinés entre eux : changements de forme et d'empreinte, de titre, de nom et de prix, de poids et de métal.

CHANGEMENTS DE FORME. — Le prince a assurément le droit, en laissant l'ancienne monnaie en circulation, d'en frapper une nouvelle qui porte son effigie. Mais il ne peut défendre le cours de l'ancienne monnaie, qu'il a remplacée, que si les vieilles pièces sont par trop usées, ou quand d'habiles faux-monnayeurs sont parvenus à introduire dans la circulation une grande quantité de monnaie mauvaise.

Dans tous les autres cas, « telle mutation serait inutile, dangereuse, et moult dommaigeable à la communauté ». Ce ne doit guère être, en effet, le vain orgueil de voir sur les pièces son effigie, au lieu de celle de ses prédécesseurs qui peut y pousser le prince ; s'il veut frapper plus de monnaie, c'est seulement pour arriver, en prélevant le seigneurage, à un bénéfice plus considérable réalisé au préjudice de ses sujets.

CHANGEMENTS EN PROPORTION. — C'est le rapport de la valeur d'un même poids d'or à un même poids d'argent. Ce rapport doit être invariablement fixé et ne se modifier que si la quantité monnayable d'un des métaux vient à diminuer ou à augmenter, ce qui n'arrivait pas fréquemment du temps d'Oresme. Aussi s'élève-t-il contre les pratiques royales, diminuant la valeur relative de l'or pour l'acquérir des sujets contre une petite quantité d'argent, puis haussant cette valeur de l'or que les particuliers ne pouvaient se procurer à nouveau que contre une quantité d'argent considérable. Ces exactions n'étaient point rares au XIV^e siècle, et Oresme les compare, pour les flétrir, à l'acte d'un roi qui achèterait tout le blé de son royaume, pour le revendre à un prix supérieur. Il est vrai, ajoute tristement l'auteur, que si le roi n'ose faire semblable chose pour le blé, il le fait bien pour le sel, ce qui n'est pas moins inique.

Et, comme la collectivité seule doit apprécier ses véritables intérêts, comme, d'autre part, elle est propriétaire des espèces, c'est à elle et non au roi qu'il appartenait de décider quand et dans quelle mesure un changement dans le rapport de l'or à l'argent devient nécessaire.

CHANGEMENTS EN NOM. — Les monnaies portent des noms : livre, sols, deniers, qu'on ne doit point

changer. Nous avons vu comment les princes s'y prenaient pour faire rentrer dans le Trésor l'argent de leurs sujets en amenuissant ou en enforçant les monnaies.

Oresme a parfaitement perçu et décrit le mécanisme de l'opération. Faire qu'une livre devienne deux livres, sans qu'un denier fasse deux deniers, et un sou deux sous, c'est arriver au changement en rapport qu'il a si vivement critiqué, même si les noms de toutes les espèces sont modifiés en même temps et dans une égale proportion. Ce changement doit avoir un effet funeste ; outre qu'on appellerait livre ce qui, par exemple, ne serait que la moitié d'une livre, les pensions et les revenus, basés sur le système antérieur, et sur un certain nombre de pièces, subiraient les plus dangereuses perturbations. Tel, en effet, qui aurait une pension de 1,000 livres, recevrait bien 1,000 de ces nouvelles pièces appelées livres, qui, en réalité, ne représenteraient que 500 des pièces en circulation au moment où son revenu aurait été fixé.

CHANGEMENTS EN POIDS. — Oresme le qualifie nettement de « chose fort laide et injuste, pour le plus grand vitupère du prince ». Les rois, sans changer le nom et la valeur des monnaies, en diminuent seulement le poids. A quoi sert donc

l'effigie du prince, imprimée sur la monnaie pour en garantir le poids? Si un particulier s'avisait de frauder sur la contenance des mesures à blé ou à vin marquées de l'estarapille officielle, ne serait-ce pas un faussaire? Que sera donc le prince qui modifiera le poids garanti dans la monnaie par son effigie, et qui pourrait ensuite lui donner son crédit?

C'est cependant le moyen employé par les rois, malgré les objurgations d'Oresme; faisant rentrer dans le trésor royal les monnaies de poids fort, ils les fondaient et remettaient dans la circulation des pièces moins lourdes.

« Qu'ils prennent garde, leur crie l'auteur avec son ordinaire énergie : « Richesses mal acquises malement se perdront. »

CHANGEMENTS DANS LA COMPOSITION. — C'est la même idée que pour les changements en poids; mais cette altération est plus dangereuse encore. Le peuple peut s'apercevoir d'une diminution du poids des pièces. Quels moyens a-t-il de connaître la diminution du titre, et comment vérifier la quantité de métal fin contenu dans chaque pièce?

« Faire ces changements, s'écrie Oresme, c'est pour le roi commettre un mensonge, un parjure et un faux témoignage, car monnoie vient de

« moneo » ; l'empreinte avertit qu'aucune fraude n'altère le poids ou le titre de la pièce. »

Nous savons à quoi nous en tenir maintenant sur les dangers des changements en matière de monnaies. Pourquoi donc, se demande Oresme, les rois tiennent-ils, comme à leur plus beau privilège, à ce droit de faire varier les monnaies ? Il ne leur fait point attendre une réponse sans ambiguïté. C'est, dit-il, que le roi veut en tirer son bénéfice ; mais ce gain est essentiellement injuste.

Tout changement de monnaie contient un élément d'erreur pour les particuliers. C'est donc un bénéfice illégitime que le roi pourra en tirer, car tout ce qu'il y gagne est perdu pour ses sujets. Quand un prince, pour réaliser un bénéfice, cause une perte à ses sujets, il n'est pas un roi, mais un tyran.

Les tyrans ont coutume de dire impudemment qu'ils travaillent pour le bien général ; le roi pourrait aussi, dès lors, dépouiller ses sujets de leurs vêtements, en leur disant qu'il en a besoin pour le bien général.

Qu'on ne permette donc pas au roi de réaliser sur les monnaies le moindre gain ; la nature humaine est ainsi faite, que l'homme se laisse facilement entraîner à augmenter ses richesses ; le roi finirait, à l'aide de changements plus nombreux, ou mieux combinés, par attirer à lui toutes

les richesses de son peuple, et deviendrait un véritable tyran.

Disciple d'Aristote et théologien, Oresme devait nécessairement condamner le prêt à intérêt, comme l'usure. Encore trouve-t-il que l'usure est moins blâmable que le gain réalisé dans ces variations par le roi. L'usurier et son débiteur sont d'accord en effet : ils ont contracté entre eux. Mais le roi n'a pas passé un contrat avec ses sujets pour les tromper sur la qualité des monnaies qu'il leur fournit ; c'est pis que l'usure, c'est « violente proie ou exaction frauduleuse ».

Oresme a décrit les différentes façons de frauder sur les monnaies ; il n'a pas dissimulé son appréciation. Il va montrer, en dernier lieu, les dangers résultant de ces pratiques, soit pour le roi, soit pour tout ou partie de ses sujets.

Au point de vue seulement moral, il est bien honteux pour le prince de falsifier ainsi sa monnaie, en appelant or ce qui n'est pas de l'or, et en désignant sous le nom de livre ce qui n'en est pas une. Le roi doit punir les faux monnayeurs et les voleurs. Quelle honte pour lui d'être atteint et convaincu des mêmes crimes qu'il poursuit et châtie si sévèrement lorsque d'autres les commettent !

C'est une scandaleuse lâcheté pour le pouvoir royal que de souffrir, en son pays, toutes ces variations du numéraire ; il change d'un jour à l'autre,

d'une ville à la ville voisine, si bien que le peuple en arrive à ne jamais savoir ce que vaut un denier d'or ou d'argent. On en est réduit à vendre sa monnaie et à en discuter le prix, comme on le fait des marchandises ordinaires.

Ainsi la chose qui devrait avoir le plus de fixité est celle qui en a le moins. C'est le déshonneur du prince que de ne pas punir les fauteurs de pareils désordres. Hélas ! le premier à punir comme tel, n'est-il pas le roi lui même ?

Le pouvoir royal en arrive à défendre dans son royaume la circulation de la bonne monnaie (c'est le décri) pour forcer ses sujets à se servir de la monnaie qu'il a frappée, et qu'il sait inférieure et mauvaise, dont il a augmenté l'alliage. Ainsi faisait autrefois Roboam, remplaçant par des écus d'airain les écus d'or de Salomon. Il y perdit son trône, et cet exemple devrait arrêter nos rois sur le chemin de la tyrannie.

Il ne s'agit donc pas seulement pour le roi d'une souillure morale ; c'est son trône qu'il risque à pressurer ainsi ses sujets.

Mais les dangers pour l'Etat tout entier, pour les particuliers, sont plus considérables et plus immédiats.

Par ces funestes pratiques d'altération des espèces, le roi attire à lui toute la richesse de ses sujets. Ce phénomène, par cela même qu'il est moins apparent, n'en n'est que plus dangereux.

Le peuple ne s'aperçoit pas immédiatement de la perte qu'il subit, comme il remarquerait les effets d'un autre impôt, et cependant il n'y a pas de taille qui lui puisse causer aussi grave préjudice.

D'autre part, sous l'influence de toutes ces altérations, l'or et l'argent disparaissent du royaume, et, quelles que soient les prohibitions faites, partent pour les pays où ils ont une plus grande valeur.

Ainsi Oresme formulait le grand principe auquel sir Thomas Gresham devait, au XVI^e siècle donner son nom. — *La mauvaise monnaie chasse la bonne*, disait Gresham. « Les hommes, dit Oresme portent leur monnaie là où ils savent qu'elle a le plus de valeur. Le trésor royal ne trouve plus de monnaie à refondre, et il semble qu'il n'y ait plus de métal dans le pays. »

De fait, en dehors de la réquisition et du décri, les rois de France avaient été obligés de prohiber, par les ordonnances les plus sévères, l'exportation des métaux précieux. Dès 1294, la rareté de la monnaie d'argent nécessitait semblable mesure. On dut les reprendre en 1309, où une proclamation défendait en même temps la circulation en France des *sterling* d'argent d'Angleterre et des *florins* d'or de Florence, puis en 1328.

Les plaintes furent encore plus sérieuses en 1344, après qu'Edouard III eût introduit sa nouvelle pièce d'or. D'une part, en effet, la monnaie

royale avait une valeur déclarée bien supérieure à celle que lui assignaient les tarifs étrangers. D'autre part, le rapport de l'or à l'argent était très supérieur en France à celui des pays étrangers.

Fait typique : à la fin de son règne, Charles V, trouvant son royaume rempli d'espèces importées et dépréciées, tandis que toute la bonne monnaie indigène était partie à l'étranger, sollicita et obtint du pape, en 1372, une bulle d'excommunication contre les puissances étrangères qui contrefaieraient ses monnaies.

C'est à ces derniers faits qu'Oresme fait allusion lorsqu'il dit que les puissances voisines, alléchées par l'appât du gain qu'elles voyaient réaliser par les rois de France, contrefaisaient les monnaies françaises et les introduisaient dans le pays, enlevant ainsi au trésor le bénéfice qu'il croyait retirer.

Résultat plus grave encore au point de vue du commerce international, et qui n'a point échappé à Oresme : les marchands étrangers renoncent à apporter en France leurs marchandises et les richesses naturelles de leurs pays. Ils savent, en effet, qu'ils les vendraient contre de la monnaie de qualité inférieure et cela suffit, avec raison, à les éloigner des marchés français.

Quant au commerce national lui-même, il souffre de ce que les marchands ne peuvent s'entendre dans leurs transactions. Revenus des nobles, trai-

tements des fonctionnaires, rien ne peut être fixé. Les uns et les autres n'ont plus ni fortune, ni crédit.

Cette situation est d'autant plus fâcheuse, déclare Oresme, qu'elle atteint les Français les plus intéressants, notamment ceux qui font prospérer les richesses naturelles du pays, cultivateurs et artisans. Les changeurs, les « marchands de monnaie » savent en faire leur profit. Alors que le peuple est soigneusement tenu dans l'ignorance des changements que le prince se propose de faire subir à la monnaie, les changeurs savent bien s'arranger, par ruse ou autrement, pour être au courant de ces changements. Prévenus de la hausse, par exemple, ils achètent pour de la monnaie faible toutes les marchandises qu'ils peuvent se procurer et les revendent peu après pour de la monnaie forte, réalisant ainsi, en quelques jours, de scandaleuses fortunes.

Il faut ajouter qu'en présence de cette diversité des monnaies, il n'est guère difficile de fabriquer de fausses pièces, et que les faux monnayeurs peuvent, pour rassurer leur conscience, se dire qu'ils ne font que suivre l'exemple du roi.

Soit pour éviter les dangers qui le touchent personnellement, soit pour ne pas mettre ses sujets en péril, le roi ne doit pas faire varier les monnaies.

Mais, tout au moins, ce droit n'appartient-il pas à l'ensemble du pays?

La monnaie appartient à la collectivité, pourra-t-elle donc en disposer à son gré, la faire varier, en tirer bénéfice comme d'une chose qui est sa propriété?

Cette intéressante question n'a pas été traitée par Oresme dans la première édition latine de son œuvre, il l'a abordée seulement dans la traduction française qu'il en a donnée plus tard et il n'hésite pas à accorder à la collectivité le droit qu'il refusait au roi.

Oui, déclare-t-il, en cas de nécessité, pour soutenir une guerre, pour payer la rançon de son roi prisonnier, si le pays a besoin de monnaie, il peut s'en procurer par des variations du numéraire.

Ce ne sera point alors une fraude commise par le souverain, ce sera une mesure nécessaire, ordonnée par la collectivité toute entière, disposant de la monnaie dont elle est propriétaire, ce sera même un impôt de grand rapport et de perception facile, ne nécessitant point grand renfort de fonctionnaires pour le percevoir. Ce sera, en même temps, l'impôt le plus proportionnel et le plus équitable, chacun le payant dans la mesure de sa fortune et nul ne pouvant s'y soustraire, ni les nobles, ni les prêtres, malgré leurs privilèges, cause actuellement de tant de haines, d'envies et de scandales.

Toutefois, il faut bien prendre garde que la somme ainsi réalisée est destinée à s'en aller dans des pays étrangers avec lesquels, puisqu'on est en guerre avec eux, on doit, pendant de longues années, n'avoir que peu ou point de relations. Et de longtemps, la monnaie manquera dans la pays.

D'autre part, si ces variations durent longtemps, le roi voudra s'en attribuer le bénéfice, ce qui fera revivre tous les dangers pour lesquels nous lui avons refusé le droit de faire varier et d'altérer les monnaies.

Si donc la collectivité se trouve, par les circonstances, contrainte et forcée d'avoir recours à de semblables pratiques pour se procurer du numéraire, elle doit, le plus tôt possible, les abandonner pour revenir au régime antérieurement existant.

Après cet exposé de la situation monétaire de son temps, après ces sages conseils donnés au roi et à ses sujets, Oresme tient à exposer, pour les réfuter ensuite de main de maître, les arguments des sophistes qui ont voulu légitimer l'habitude du prince de faire varier les monnaies.

On dit communément que, en cas de nécessité, tout appartient au roi. Il pourra donc disposer à son gré des monnaies de son royaume, prendre à leur endroit telles mesures qu'il jugera utiles et nécessaires pour la défense de l'intérêt public, ou

pour la sauvegarde de son trône. « Muer » les monnaies est, en effet, le moyen le plus commode de se procurer rapidement de l'argent.

En admettant même que cette prérogative, pour le prince, soit exorbitante du droit commun, il peut la tenir de droit divin, ou par un privilège que lui aurait accordé Dieu ou que lui auraient concédé ses sujets pour le remercier de ses services.

Car la monnaie, nous l'avons vu, appartient à la collectivité qui peut, dans certains cas nécessaires, la faire varier, pour se procurer des ressources. Il est naturel, dès lors, que la collectivité puisse se dépouiller de son droit et le transmettre au roi, lui permettant ainsi de bénéficier à son gré des variations qu'il ordonnera.

Il convient, d'ailleurs, que le prince tire de ses sujets des revenus considérables qui lui permettent de tenir noblement son rang et d'entourer le trône de toute la magnificence royale. Ces revenus font partie de la seigneurie du prince et sont un droit pour sa royale personne. Depuis longtemps, un de ces revenus consista dans le droit de faire varier les monnaies et d'en tirer un bénéfice.

Si ce bénéfice était enlevé au roi, peut-être le reste de ses revenus ne suffirait-il plus à son entretien.

Et voici enfin l'argument le plus cher au prince — et que les flatteurs de sa cour ne durent pas mettre longtemps à trouver. — « Vouloir lui enle-

ver le droit de faire varier les monnaies, lorsqu'il le croit nécessaire, c'est attenter contre l'honneur du royaume et déshériter le prince, l'appauvrir et le priver de la magnificence qui lui est due, à la grande honte de ses sujets, qui sont indignes d'avoir un roi, s'ils ne peuvent lui faire une situation suffisante. »

Ce dernier argument peut passer pour le type des prétentions étranges de la royauté absolue en France. On ne saurait exprimer avec plus candide cynisme l'opinion que le roi se faisait de ses sujets « taillables et corvéables à merci » et de toutes façons. Le pays n'est qu'un champ immense où le fisc peut récolter à son gré; ce n'est pas le prince qui est fait pour ses sujets, ce sont les sujets qui sont faits pour le roi. Heureux et fier doit être toujours le peuple, pressuré d'impôts, mourant de faim, d'être encore audacieusement volé sur les monnaies, si ces fraudes assurent au roi une grandeur et un luxe suffisants.

Oresme, reprenant les arguments des légistes ne se laisse pas attendrir et conclut impitoyablement.

Il est bien possible que des nécessités soudaines se présentent, où il faille que la collectivité ait recours, pour se procurer de l'argent, à des variations de numéraire.

Mais, comme il importe, au plus haut point, que le roi ne simule pas une semblable nécessité lorsqu'elle n'est pas réelle et ne fasse pas ainsi, comme

ont coutume de le faire les tyrans, c'est à la collectivité ou, tout au moins, à la majorité du pays, de décider *expressément ou tacitement* quand ces variations sont nécessaires, et dans quelles mesures.

— Expressément, c'est-à-dire que si cela est possible, les sujets devront s'assembler pour discuter la question.

— Tacitement, c'est-à-dire que si la nécessité est si pressante que le peuple ne puisse être convoqué en ses comices, -- et si, d'autre part, il est évident que pareille mesure s'impose, le roi aura le droit de recourir aux richesses de ses sujets ; mais ce ne sera point en faisant varier les monnaies. Ce sera par voie d'emprunt, et il se fera avancer les sommes nécessaires qu'il aura l'obligation de restituer dans leur intégralité.

Qu'on ne vienne pas parler pour le roi d'un privilège ; ni Dieu ni personne ne peuvent lui octroyer un privilège qui serait l'autorisation de faire le mal.

La collectivité, elle-même, qui est propriétaire des monnaies, ne peut les faire varier que dans certains cas bien déterminés, et si elle transmet, dans ces cas, son droit au prince, celui-ci n'agira pas de son propre pouvoir ; il ne sera que le pouvoir exécutif de ses sujets et leur mandataire.

Quant à dire que la communauté propriétaire pourrait, pour toujours, déléguer son droit au

prince, et faire ainsi purement et simplement passer sur sa tête le monopole des variations monétaires, c'est une chose que ne fera jamais un peuple sagement conseillé, car il ne lui appartient pas d'abuser de sa propriété.

Le peuple se compose de citoyens libres par nature et qui n'aspirent qu'à la liberté. Jamais ils ne se soumettront sciemment au joug d'une puissance tyrannique, et ce n'est pas volontairement qu'ils se feront esclaves. Si, dans un moment de contrainte ou d'épouvante, le peuple, sans songer aux conséquences d'une semblable aliénation, délègue au roi le pouvoir de pratiquer de pareils changements, il peut toujours révoquer ce mandat.

Le peuple ne peut pas donner au roi le pouvoir de faire varier les espèces, pas plus qu'il ne peut lui donner le droit d'abuser des femmes de son pays.

Que le roi ait le droit, dans certains cas et pour quelque temps, d'avoir recours à pareils expédients, on peut, à la rigueur, l'admettre ; mais pas qu'il puisse, indéfiniment, réaliser ainsi de si énormes bénéfices.

Qu'il soit légitime pour le prince de tirer quelque profit de la fabrication des monnaies, c'est exact, mais il est alors nécessaire que ce bénéfice soit modeste. Il ne peut s'accroître par les changements que nous subissons, et doit rester invariablement fixé.

Le prince doit avoir des rentes pour tenir dignement son rang, c'est entendu, mais ce n'est pas la monnaie qui doit les lui fournir. Tout au plus, comme nous l'avons dit, peut-il être toléré qu'il prenne sur la fabrication de la monnaie, un certain droit. Mais ce droit doit être fixe et bien déterminé. Ce sera, par exemple, six sous sur un marc d'or, un sou sur un marc d'argent. Ce taux modeste ne peut être augmenté, quelles que soient les circonstances, les plus imprévues, qui puissent survenir.

Toute variation dans ce droit prélevé par le trésor sur la fabrication des monnaies doit nous entraîner aux pires exactions.

Et Oresme, résumant tout son livre en peu de lignes, conclut de la façon la plus ferme et la plus catégorique.

« Il n'y a ni de droit commun, ni de privilège, qui puisse permettre au roi de réaliser des bénéfices sur les monnaies. Il ne saurait être davantage question d'autorité lui appartenant en propre et faisant partie de ses droits de seigneur, ou de ses droits régaliens.

« Et, lui refuser ce droit n'est, en aucune façon, l'exhérer ou porter atteinte à la royale majesté, comme le lui font entendre et ne craignent pas de le dire certains « menteurs, flatteurs et faussaires, traîtres à la chose publique ».

« Et, après avoir ainsi durement traité les ambi-

tieux légistes qui, à l'ombre du trône, avaient su forger l'ingénieuse théorie du droit souverain du prince en matière de monnaies, Oresme, faisant allusion au bizarre contrat passé sous Jean II entre le pays et le roi, proteste avec énergie contre le singulier procédé qui consiste à racheter du roi le droit de faire de la fausse monnaie et de voler ses sujets.

« Il est interdit au roi de faire ces changements et d'en tirer bénéfice. Il n'y a donc pas à lui faire une rente ou à lui donner une somme quelconque pour qu'il s'abstienne de pareilles exactions. Un pareil tribut ressemble fort à la rançon que paieraient des esclaves pour recouvrer leur liberté, et pas un prince ne peut l'exiger de ses sujets.

« Mais, admettons même, pour un instant, cette proposition erronée que le roi, tenu de fabriquer la monnaie et de l'entretenir en bon état, ait le privilège d'en retirer un gain. Il doit alors perdre son privilège s'il en abuse, s'il fait varier ou falsifie les monnaies pour en tirer un bénéfice personnel. »

Oresme termine son livre par des conseils directement adressés au roi et basés sur l'intérêt personnel du prince et de ses descendants.

« Faire des bénéfices, réaliser de l'argent sur les variations des monnaies, c'est agir contre l'honneur du royaume et porter volontairement préjudice à toute la lignée royale.

« Ce qui différencie le roi du tyran, c'est que le

tyran aime et recherche son intérêt personnel plus que le bien général de son peuple, et ne travaille qu'à maintenir ses sujets dans une soumission voisine de l'esclavage. Le roi véritablement digne de ce nom, au contraire, met l'intérêt général au-dessus de ses intérêts particuliers, et recherche par-dessus tout le bien-être et la liberté de son peuple.

« C'est là, le véritable intérêt du seigneur, dont la souveraineté est d'autant meilleure et appréciée qu'elle apporte plus de profits au peuple ; c'est ce qui permet au roi de gouverner longtemps, car, suivant Cassiodore : *Disciplina imperandi est amare quod multis expedit*, « l'art de gouverner est l'amour de l'intérêt du pays ».

Toutes les fois que la royauté tend à devenir un pouvoir tyrannique, elle ne peut subsister longtemps et marche à grands pas vers sa perte. Il en est ainsi surtout dans notre pays, où les hommes sont naturellement libres et non pas serfs, et ne s'accoutumeront jamais au gouvernement d'un tyran. Leur imposer une servitude serait un moyen inefficace et violent qui ne saurait durer. La crainte ne peut maintenir longtemps la puissance, et la violence n'a jamais pu faire aux trônes une base solide.

« Le royaume, comme le disaient Aristote et Plutarque, peut se comparer au corps d'un homme. Si tout le sang se porte à un seul membre, il en

est tellement dilaté et alourdi, que les autres ne peuvent subsister. »

C'est ce qui arrive lorsque le prince veut tout attirer à lui. A faire venir dans ses coffres toutes les richesses de ses sujets le roi fait de son pays un corps dont la tête est si grosse que les membres ne peuvent plus la supporter. Le roi ne régnera pas plus longtemps que ne vivrait un homme dans un pareil état.

Il ne s'agit point de faire comme les tyrans qui, s'imposant par la force, veulent être plus riches et plus puissants que tous leurs sujets réunis. Le roi, digne de ce nom, doit être plus riche et plus puissant qu'aucun de ses sujets, mais sa richesse et sa puissance doivent s'incliner devant celle de la masse du pays.

En tolérant ces variations des monnaies ou en s'y livrant, le roi se prépare à perdre son royaume.

« Le courage des Français ne peut tant s'effacer qu'ils consentent à la servitude. Ils se la laisseraient imposer que ce ne serait pas pour longtemps, si grande que pût être l'autorité du tyran.

« Ceux qui, par leurs funestes conseils, conduisent nos rois dans cette voie, seront responsables de la chute de la royauté et de la perte du pays. Le peuple de France n'a point coutume d'être serf, et si nos rois voulaient le réduire à cet état, ils y perdraient leur trône. »

C'est par ces belles et fières paroles que conclut Nicolas Oresme.

CHAPITRE IV

Nicolas Copernic.

Cent cinquante ans après l'œuvre magistrale de Nicolas Oresme, un autre grand homme, Nicolas Copernic (1), se faisait, en Pologne, l'illustre défenseur des saines théories, relatives à la monnaie.

Copernic n'a pas connu Oresme, ni ses ouvra-

(1) Nicolas Copernic naquit à Thorn, le 19 février 1473 et mourut en 1543. Docteur en médecine de l'Université de Cracovie, il alla étudier en Italie, pendant plusieurs années, les mathématiques et l'astronomie. Vers 1503, il revint en Prusse où il fut nommé chanoine de Frauenburg. Il est l'auteur du célèbre ouvrage de *Revolutionibus celestium orbium*, où il démontra les révolutions planétaires et les théories auxquelles l'histoire a attaché le nom de *Système de Copernic*.

Son traité des monnaies fut publié, pour la première fois, dans le *Mémorial de Varsovie* (Pamiętnik Warszawski), en août 1816, par M. Bentkowski.

ges. Lui aussi, à l'autre extrémité de l'Europe, a rédigé, pour son roi, un traité des monnaies contenant, avec une vive critique des mœurs monétaires de son temps, les moyens de remédier aux abus en usage, et les grands principes qui devaient rester, après lui, si longtemps méconnus.

Lorsque Copernic écrivit son traité, la situation de son pays, au point de vue monétaire, n'était pas meilleure que celle de la France, à l'époque où Nicolas Oresme faisait entendre à Charles V de si sages conseils.

Le grand maître de l'Ordre Teutonique, Albert de Brandebourg, s'était emparé des biens du chapitre de Varsovie dont Nicolas Copernic faisait partie, comme chanoine de Frauenburg. En 1521 et 1522, Copernic fut envoyé à l'assemblée des terres de Prusse, tenue à Graudentz, pour soutenir, devant le roi de Pologne, la plainte portée contre l'usurpation commise.

En dehors de cet intérêt particulier, un grave intérêt général avait été lésé par les procédés abusifs des *Grands Maîtres*. Depuis la paix de Thorn, de 1466, qui leur avait fait reconnaître la suzeraineté du roi de Pologne pour la Prusse orientale érigée en fief, tandis que la Prusse occidentale faisait retour à la Pologne, les *Grands Maîtres* n'avaient pas cessé d'altérer la monnaie, en l'avalissant par un alliage frauduleux. Les villes de Thorn, d'Elbing, de Dantzig, entraînées par ce

déplorable exemple, et s'appuyant sur leurs privilèges, frappèrent également monnaie et en dégradèrent le titre, à l'envi les unes des autres.

Le roi Sigismond voulut porter remède à ce désordre et s'occupa de ramener à l'unité la monnaie prussienne et la monnaie royale du reste de la Pologne. Copernic appuya énergiquement ce projet : il avait vu comme Oresme que la mauvaise monnaie chassait la bonne ; que les pièces du meilleur aloi avaient quitté le pays, ou avaient disparu dans le creuset des fondeurs.

Sous Albert de Brandebourg, en effet, pour prendre un chiffre, l'argent fin n'entrait plus que pour un douzième dans la composition des monnaies, primitivement fabriquées au titre de neuf douzièmes de métal précieux.

Sur l'invitation du roi Sigismond, Copernic rédigea son mémoire « *Monetæ cudendæ ratio* » qui devait provoquer, dans son pays, une réforme économique et politique considérable, puisqu'il servit de base aux conventions de 1526 et 1528, imposées à la Pologne et à la Prusse.

Comme Oresme, Copernic a bien compris l'importance de la pureté et de la fixité de la monnaie. Comme le conseiller de Charles V, il dénie au souverain le pouvoir et le droit de constituer, à son gré, la valeur des espèces. C'est avec la plus grande netteté, que l'illustre savant pose le principe dans le préambule de son traité.

« Quelques innombrables que soient les fléaux qui, d'ordinaire, amènent la décadence des royaumes, des principautés et des républiques, les quatre suivants sont, à mon avis, les plus redoutables : la discorde, la mortalité, la stérilité de la terre, et la détérioration de la monnaie. Pour les trois premiers, l'évidence fait que personne n'en ignore. Mais, pour le quatrième, qui concerne la monnaie, excepté quelques hommes d'un grand sens, peu de gens s'en occupent. Pourquoi ? *Parce que ce n'est pas d'un seul coup, mais petit à petit, par une action en quelque sorte latente, qu'il ruine l'Etat.* »

La monnaie métallique, dit Copernic, est à la fois *signe* et *gage*. Elle renferme en elle la loi d'équilibre de l'échange, et devient le régulateur de la circulation. Elle constitue le terme fixe de comparaison auquel tout se rapporte, et sert ainsi d'échelle commune à toutes les marchandises dont elle facilite l'échange.

« L'or et l'argent, écrit-il, marqués d'une empreinte, constituent la monnaie destinée à déterminer le prix des choses qui s'achètent et qui se vendent, selon les lois établis par l'Etat ou par le prince. La monnaie est donc une mesure commune d'estimation des valeurs. Cette mesure doit être fixe et conforme à la règle établie. Autrement, il y aurait, de toute nécessité, désordre dans l'Etat. Acheteurs et vendeurs seraient à tout

moment trompés, comme si l'aune, le boisseau ou le poids ne conservaient pas une quotité certaine. »

L'empreinte apposée par l'autorité n'a d'autre but, comme l'explique fort bien Copernic, que de donner une garantie aux transactions, en certifiant la valeur et la pureté du métal, pour dispenser le public de recourir à la pesée et à l'analyse du métal.

« L'établissement de la monnaie a eu la nécessité pour cause. Bien qu'en pesant seulement l'or et l'argent, on eût pu pratiquer des échanges, ces métaux étant considérés partout, du consentement unanime des hommes, comme choses de prix, cependant, comme il y aurait de nombreux inconvénients à être obligé d'apporter toujours des poids avec soi, et tout le monde n'étant pas apte à connaître du premier coup d'œil la pureté de l'or et de l'argent, on convint de faire marquer par l'autorité la monnaie, d'une empreinte, destinée à révéler ce que chaque pièce contient d'or ou d'argent, et à servir de garantie à la foi publique. »

Ainsi le rôle de l'autorité, apposant une empreinte sur les pièces, pour faciliter seulement la rapidité des échanges et des transactions, sans qu'elle ait le pouvoir de donner aux espèces une valeur intrinsèque, a été bien compris par Copernic, en même temps que son génie condamnait

l'avilissement des monnaies et ses graves conséquences.

Il a compris et crié, lui aussi, que l'altération de la monnaie devait influencer, de la façon la plus grave, sur l'équilibre des contrats et des conventions. Quand une parcelle fraude légale intervient, la bonnefoi se perd, tout se trouve livré au hasard et à d'insidieuses manœuvres. L'honnête homme et l'homme qui travaille sont les premières victimes de l'atteinte ainsi portée à la sincérité des relations.

En montrant sous les couleurs les plus vives les funestes résultats des abus de son temps, Copernic s'exprime ainsi : « La monnaie empire sans cesse, dégradant peu à peu le numéraire existant. On a honte de dire que trente marcs contiennent aujourd'hui à peine une livre d'argent. Qu'arrivera-t-il, si l'on n'y porte remède ? Notre pays, dépouillé d'or et d'argent, n'aura qu'une monnaie mauvaise qui arrêtera ses importations étrangères et ruinera tout commerce. En effet, quel est le marchand étranger qui voudra échanger ses marchandises contre notre monnaie ? Et qui de nous pourra, dans les autres pays, acheter des marchandises avec cette monnaie ?

« Tandis que la monnaie polonaise et, par suite, la patrie sont travaillées par de tels vices, les orfèvres seuls et ceux qui se connaissent en métaux précieux profitent de nos malheurs. Ils trient dans

la monnaie les pièces anciennes qu'ils refondent afin de vendre l'argent, recevant toujours du vulgaire inexpérimenté plus d'argent avec la même somme de monnaie.

« De là vient cette plainte incessante qui retentit de tous côtés, que l'or et l'argent, le blé et les provisions domestiques et le travail des artisans, tout ce dont les hommes font usage d'ordinaire, augmente de prix. Mais notre négligence nous empêche de voir que la cherté de toutes choses provient de l'avilissement du numéraire. En effet, leur prix augmente et diminue proportionnellement à la monnaie. »

Et, pour résumer en quelques mots ses conceptions, si remarquables par la profondeur de ses vues et la pénétration de son esprit, qui lui ont fait saisir une notion fondamentale de la science des richesses, Copernic s'exprime ainsi :

« Nous voyons, dit-il, fleurir les pays qui ont de la bonne monnaie, tandis que ceux qui n'en ont que de la mauvaise tombent en décadence et dépérissent.... La mauvaise monnaie, la monnaie faible, nourrit bien plus la paresse qu'elle ne soulage la pauvreté. »

CONCLUSION

C'est un singulier rapprochement que celui de ces deux grands hommes : Nicolas Oresme et Copernic. A deux siècles de distance, ils ont, l'un et l'autre, posé les grands principes du caractère de la monnaie, en des temps où les saines doctrines étaient méconnues pour le plus grand intérêt du roi. Tous deux ont eu l'honneur de guider leurs souverains dans la voie qu'ils leur demandaient de tracer, et le courage de crier bien haut le péril que faisait courir à l'Etat une doctrine trop rémunératrice pour être délaissée.

Bien peu, cependant, se rappellent aujourd'hui leur œuvre et en apprécient la valeur. Il semble que les siècles suivants n'ont guère pris garde aux ordonnances de Charles V, ni à l'enseignement qui

lès avait inspirées. Léonor II de Matignon, évêque de Lisieux, qui, en 1677, faisait disparaître de l'église de Saint-Pierre de Lisieux, le tombeau de Nicolas Oresme, en même temps que de vieux vitraux insuffisamment transparents, ne pensait pas au génie du grand économiste.

Oresme et Copernic l'ont dit : Il faut au pays des épreuves retentissantes pour se rendre compte du mal terrible qui le ronge secrètement à l'abri d'une fausse conception du rôle de la monnaie.

Nous avons eu la douleur de connaître en France ces épreuves. On devait aller jusqu'au bout, en effet, du système condamné : Poussant à ses extrêmes limites la doctrine de la monnaie *signe*, on en arriva, dans notre pays, aux plus fatales conséquences.

Puisque la monnaie cessait d'être un équivalent, pour n'être plus qu'un signe, il devait arriver qu'on allât bien au delà du changement qui n'avait consisté qu'à diminuer la quantité de métal fin contenue dans chaque pièce de monnaie.

Une fois engagé sur cette pente, on devait en arriver à substituer à l'or et à l'argent des métaux moins appréciés, puis d'autres substances dépourvues de valeur intrinsèque, et enfin de simples inscriptions sur le papier.

Le papier-monnaie est la formule extrême de cette idée que la monnaie est un signe. L'idée une fois donnée, l'émission du papier monnaie doit suivre naturellement.

Sous cette forme nouvelle, la notion de la monnaie *signe*, substituée à celle de la monnaie *marchandise*, devait attirer des désastres. Elle a fait notamment la ruine de la France à l'époque de Law.

Sans insister sur cette période qui sortirait du cadre de cette bien courte étude, il nous a paru intéressant de rappeler, en quelques pages, l'état des monnaies de notre pays au XIV^e siècle, et aussi, et surtout, que, dès cette époque, il se trouvait chez nous, un homme capable de concevoir et d'exprimer les grandes pensées, aujourd'hui universellement admises, qui devaient, à trois siècles de distance, se refaire enfin leur place à l'école et dans les livres.

A celui-là, il ne faut pas seulement reconnaître du génie ; il faut surtout lui savoir gré du courage avec lequel, dans un livre d'énergique protestation, il a su parler au souverain et à tous ceux qui, parce qu'ils étaient les puissants du jour, devaient condamner le livre et l'auteur.

Et lorsqu'on lit Nicolas Oresme, on ne sait s'il faut s'étonner de la courageuse audace de ce prélat savant, illustre soutien de doctrines mal accommodées au bon plaisir du roi, ou de la puissance de cette souveraineté qui put, si longtemps après lui, tenir le monde sous la tyrannie de pratiques infructueusement condamnées, et toujours triomphantes,

Vu :

Le Président de la thèse,

P. ROUGIER.

Vu :

Lyon, le 25 janvier 1899.

Le Doyen de la Faculté :

E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER : .

Lyon, 27 janvier 1899.

*Le Recteur de l'Académie, président du
Conseil de l'Université :*

GABRIEL COMPAYRÉ.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Extrait de l'Histoire du Pays d'Auge et des Evêques comtes de Lisieux, par M. Richard Séguin. 1832.

Nicolas Oresme, 33^e évêque, 19^e comte de Lisieux, en 1377.

« Nicolas Oresme était Bocain-Normand, du diocèse de Bayeux. M. Huet, célèbre évêque d'Avranches, croit même « qu'il était de Caen, sans oser l'assurer. Du temps que « M. Halley, professeur d'éloquence dans l'Université de « Caen, faisait imprimer ses poésies, il y avait à Vaucelles « et dans la paroisse de Clinchamps des familles de ce nom. « Et, ce qu'il y a de certain, ajoute M. Huet dans ses *Ori- « gines de Caen*, c'est que Nicolas Oresme était normand et « que, tant qu'il a été dans l'Université de Paris, il a tou- « jours été censé de la nation normande.

« Ce savant évêque, après avoir fait ses études dans son « pays, alla à Paris; il fut grand-maître du collège de Na- « varre; il s'y fit une si grande réputation que le roi Jean « le nomma précepteur de Charles, son fils aîné; il en était « digne, car c'était le plus habile dans les sciences et les « beaux-arts qui fût dans l'Université de Paris. Ce prince « reconnaissant lui donna des marques de sa gratitude.

« Oresme fut fait grand-maître du collège de Navarre,

« archidiacre de Bayeux, trésorier de la Sainte-Chapelle de
« Paris, doyen de Rouen, et enfin évêque de Lisieux.

« Oresme composa plusieurs ouvrages ; il travailla, par
« ordre du roi, à la traduction de la Bible, afin, dit M. Huet
« dans ses *Origines*, de prévenir les altérations que les Vau
« dois et autres hérétiques faisaient des livres sacrés. Le
« roi l'envoya en ambassade auprès du pape Urbain V, à
« Avignon. Il y prononça un discours véhément contre les
« désordres du clergé que les protestants ont interprété
« fausement en leur faveur. Jacques Gauthier, dans sa
« *Table Chronographique* imprimée en 1637, et le père Pierre
« de Saint-Bomard, feuillant, dans son *Trésor chronologique*
« *et historique*, ont mis, mal à propos, ce grand évêque au
« nombre des hérétiques du xiv^e siècle. Mais il a été défendu
« par Thomas Basin, qui fut un de ses successeurs, grand
« ennemi des sectaires ; celui-ci dit que le vénérable
« Oresme, un de ses prédécesseurs, passait pour fort habile
« dans l'astrologie et qu'il avait composé un livre sur la
« matière.

« Il fut de nouveau envoyé par le roi à Avignon, en 1366,
« pour détourner le pape et les cardinaux de reporter le
« siège de saint Pierre, à Rome. Il fit, dit M. Fleury, un dis-
« cours très insipide, chargé de citations et de mauvaises
« raisons : il était, en effet, difficile d'en trouver de bonnes
« à ce sujet.

« On attribue sans preuve à ce prélat un livre intitulé *Le*
« *Songe du Verger* qui est un traité de la puissance ecclésias-
« tique et civile, en forme de dialogue entre un clerc et un
« chevalier ; on croit, plus vraisemblablement, que cet ou-
« vrage est de Raoul de Presles. Il traduisit une partie des
« ouvrages d'Aristote et de Pétrarque vers 1370.

« Il composa un traité sur le changement des monnaies,
« qui se trouve dans le tome 26 de la *Bibliothèque des Pères*
« (page 226), un sur l'immaculée conception de la Vierge, cent
« quinze sermons, l'art de prêcher, un traité contre les
« mendiants, un de la sphère, trois contre l'astrologie judi-
« ciaire qui ont été cités avec éloges par Thomas Basin et

« Pic de la Mirandole, un traité latin sur l'Antechrist.

« Enfin le roi Charles V, voulant honorer le mérite de son précepteur, le fit élire évêque de Lisieux le 16 novembre 1377. Il fut sacré le 26 janvier de la même année, que l'on compterait aujourd'hui 1378. Le roi l'honora de sa présence et lui fit présent de deux anneaux d'or, garnis de pierreries, du prix de 390 livres d'or, somme alors très considérable. On a encore l'ordre de ce monarque au receveur général des aides de payer cette somme.

« Le prélat fut envoyé auprès de l'empereur Charles et de son fils Vincelas, à Saint-Denis, dans le même mois de janvier, où ils étaient venus pour travailler à faire la paix entre la France et l'Angleterre.

« Oresme fonda, dès le mois de février suivant, une messe à la cérémonie des obsèques de la reine de France, femme du roi Charles V, morte le 6 de ce mois 1377 et fit serment à son métropolitain le 18 juin. Il eut contestation avec ses chanoines pour les dépenses de la fabrique de la cathédrale, qu'ils prétendaient être toutes à sa charge; il y eut des arbitres nommés, qui décidèrent que les dégâts survenus par les guerres ne seraient point supportés par l'évêque comte, mais seraient pris sur les oblations des fidèles.

« Ce savant prélat, après avoir gouverné l'église de Lisieux, non pendant sept années comme le disent des éditeurs de son traité de l'Antechrist, mais pendant cinq ans seulement, mourut à Lisieux, le 11 juillet 1382, regretté de tous les gens de bien et surtout des savants. Il fut enterré dans le chœur de la cathédrale, près de la porte à gauche. On lui faisait un service le 5 août.

« Nicolas Oresme portait d'azur à quatre étoiles d'or; deux et deux. »

Richard SÉGUIN.

M. Louis Dubois, dans son *Histoire de Lisieux* (2 volumes in 8°, 1845) prétend que Nicolas Oresme n'était pas de Bayeux, comme l'assure la *Gallia Christiana*, mais de la commune d'Allemagne, près de Caen.

Le même historien ajoute que c'est aussi à tort que Halley, dont le savant Huet partage l'opinion, le fit naître dans la ville de Caen.

« Oresme passait, dit M. Louis Dubois, pour l'un des plus
« savants hommes de son siècle, tant en philosophie et en
« mathématiques qu'en théologie. Il fut, en 1360, choisi par le
« roi Jean pour être le précepteur de son fils qui, devenu
« roi, obtint et surtout mérita le beau nom de Charles le Sage.
« Dès 1356, parvenu au doctorat, Oresme fut nommé grand
« maître du collège de Navarre, où il enseigna la théologie
« et fut chargé par son élève, monté sur le trône, de tra-
« duire la Bible en langue française.

« Doyen de l'église de Rouen, en 1361, et chanoine de la
« Sainte Chapelle de Paris, il quitta le collège de Navarre,
« où, suivant l'expression de Launoy (*Histoire du collège
« de Navarre*) « il avait fait renaitre de bonnes études. »

« En 1363, il fut envoyé auprès du pape Urbain V, à Avi-
« gnon. Il y prononça devant le pontife et les cardinaux une
« harangue aussi éloquente que hardie contre les dérègle-
« ments toujours croissants de la cour de Rome, et prédit
« avec beaucoup de raison les événements fâcheux pour elle
« qui ne pouvaient manquer d'éclater, et qui, en effet, un
« siècle après, portèrent à cette puissance des coups dont
« elle ne s'est jamais relevée.

« On trouve ce discours dans l'ouvrage de Flavius Illyricus
« (Mathias Francowitz) sur les *Témoins de la Vérité*. Telles
« étaient l'ignorance et la mauvaise foi de ce temps, encore
« barbare, qu'Oresme fut accusé d'hérésie par Jacques
« Gauthier dans ses *Tables chronographiques* et dans les
« *Tables chronologiques* de Pierre de St-Romuald. Thomas
« Basin, successeur et digne appréciateur d'Oresme, le vengea
« de ces imputations alors si funestes. Le roi, qui avait une
« grande confiance dans les lumières d'Oresme, le consultait
« souvent dans les affaires épineuses et, comme dit du Til-
« let, « il oyoit et suivoit moult volontiers le conseil et
« administration d'Oresme ».

« Oresme fut magniquement récompensé de ses travaux.

« En 1377, il fut nommé à l'évêché de Lisieux. Il fut envoyé,
« au commencement de 1378, au-devant de l'empereur Char-
« les IV qui s'était rendu à St-Denis. Le 3 avril 1381, il con-
« firma 10 livres de revenu annuel aux chanoines de l'église
« de St-Cande-le-Vieux, de Rouen, dont il défendit les pri-
« vilèges contre l'archevêque.

« Dans la partie biographique de l'*Histoire de Lisieux* (t. II,
« p. 238 et suiv.) M. Louis Dubois cite les ouvrages du savant
« évêque.

« La courageuse harangue, qu'il prononça en 1363 à Avi-
« gnon, devant le Sacré-Collège, sur les dérèglements du haut
« clergé, fut imprimée dans le *Catalogus testium veritatis*
« publié sous le pseudonyme de Flavius Illyricus, par
« Mathias Francovitz en 1556, et dans les éditions posté-
« rieures de cette collection dirigée contre les abus du
« clergé. Elle a paru à part, en 1604, à Wittemberg, par les
« soins de Salomon Gessner.

« Les principaux ouvrages d'Oresme, imprimés après sa
« mort — (car l'imprimerie n'était pas alors découverte) —
« sont des traductions tels que la *Morale*, la *Politique* d'Aris-
« tote, les livres du *Ciel* et du *Monde*.

« Oresme composa, en latin, un livre sur la communica-
« tion des idiômes et cent quinze sermons. Quant au livre
« latin sur l'Antechrist, que lui attribuent Martène et Du-
« rand qui l'ont imprimé dans leur « très ample collection »
« il est reconnu qu'il n'est pas de notre prélat, pas plus que
« la traduction de la Bible qui serait peut-être de Raoul
« de Presle. »

Dans ses *Lettres sur l'Histoire monétaire de la Normandie
et du Perche*, M. Lécourt-Dupont s'exprime ainsi : « Nicolas
« Oresme, né à Bayeux, l'un des plus célèbres théologiens
« de l'Université de Paris, avait été le précepteur de Charles V.
« Monté, en 1377, sur le siège épiscopal de Lisieux, qu'il
« occupa jusqu'à sa mort, arrivée en 1382, il composa, dans
« cet intervalle, un traité philosophique fort remarquable
« sur les changements des cours des monnaies, pour démon-
« trer qu'un prince ne peut, de son autorité privée, changer

« arbitrairement les monnaies ayant cours dans ses Etats,
« en régler la valeur à son gré et retirer de leur fabrication
« un bénéfice illimité.

« Le traité de Nicolas Oresme existe en manuscrit à la
« bibliothèque publique de Poitiers, et a été imprimé dans la
« *Magna bibliotheca patrum*. Le travail d'Oresme est antérieur
« à 1378, comme le prouve le titre du manuscrit de Poitiers,
« intitulé « *Tractatus de mutationibus monetarum editus a*
« *mag. Nicolao Oresme, sacrae theologiae professore.* »

TABLE DES MATIERES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	5
CHAPITRE I ^{er} . — Aperçu sur les théories monétaires de l'antiquité	7
CHAPITRE II — Les monnaies en Europe. Les pratiques du Moyen-Age. La monnaie française.....	15
CHAPITRE III. — Nicolas Oresme et son œuvre.....	57
CHAPITRE IV. — Nicolas Copernic.....	83
CONCLUSIONS'	91
NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES.....	95
